GRC
GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

GAZETTE

AU SERVICE DE LA COMMUNAUTÉ POLICIÈRE DEPUIS 1939

GAGNANT DU PRIX PLATINE MARCOM EN 2017

VOL. 80, N° 4, 2018

PLUS QUE DES PAROLES

L'ACTION DE PROXIMITÉ FAIT SES PREUVES

FAIRE ÉQUIPE
LES PARTENARIATS INDISPENSABLES POUR AIDER LES PERSONNES EN DÉTRESSE P. 7

CONVERSATIONS FRANCHES
UNE POLICIÈRE MONTRE LA VOIE AUX JEUNES FILLES AUTOCHTONES P. 16

PORTRAITS-ROBOTS
AIDER À RÉSOUDRE DES CRIMES À COUPS DE CRAYON P. 24

RCMP-GRC.GC.CA

Gendarmerie royale du Canada | Royal Canadian Mounted Police

Canada

GRC
GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

PLUS DE 150 CARRIÈRES SPÉCIALISÉES

Avec ses nombreux domaines de spécialisation et possibilités de croissance et de formation, la GRC offre une carrière sans pareille.

carrieresgrc.ca

Gendarmerie royale du Canada | Royal Canadian Mounted Police

Canada

GAZETTE
Au service de la communauté policière depuis 1939
Vol. 80, N° 4, 2018
Une publication de la Gendarmerie royale du Canada

DOSSIER

7 Police et partenaires aux côtés des personnes en crise
9 La GRC à Surrey se rapproche des jeunes réfugiés
10 Les patrouilles cyclopédestres aident les itinérants et dissuadent la criminalité
11 La GRC et une université lancent une tribune contre les crimes haineux
12 Débat de spécialistes: Comment évaluer le succès des actions de proximité?
15 Des élèves autochtones se frottent au métier policier durant l'été
16 Entretien : Une policière encadre des jeunes filles autochtones
17 Des agents de liaison métis jettent des ponts et améliorent la sécurité
18 Un atelier pour lutter contre la violence familiale
19 Des policiers se forment pour mieux comprendre l'autisme
20 Des chiens de thérapie pour apaiser les victimes d'actes criminels

RUBRIQUES

4 Éditorial
5 Actualités
21 Les faits : Arnaques en tous genres
22 Profil d'un détachement : Rideau Hall veille sur la classe politique
23 Formation : Vigilance dans les airs!
24 Avis d'un expert : L'artiste judiciaire: un précieux auxiliaire
26 Dernière page : Pitou prend sa retraite!

EN COUVERTURE

Qu'il s'agisse de toxicomanie, d'itinérance ou de personnes en crise, la GRC va au-devant des Canadiens vulnérables avec des partenaires communautaires et la volonté d'aider.

Photo : *Leann Parker, GRC*

ÉDITORIAL

GAINS TANGIBLES

L'approche communautaire ne veut pas nécessairement dire la même chose pour tout le monde. Pour le policier, ça peut signifier de s'intégrer à la collectivité, de se mêler aux gens de la place. Ça peut signifier d'établir une relation ou d'en réparer une qui en a besoin. Ça nécessite à peu près toujours de parler avec des partenaires et avec la population pour régler une situation.

Dans le présent numéro, nous examinons diverses approches prises envers des communautés et des personnes parmi les plus vulnérables, celles qui ne savent ou ne peuvent pas demander d'aide.

Dans notre article-vedette, Paul Northcott expose le doigté que nécessite l'intervention auprès de gens en détresse. Il a trouvé plusieurs exemples de collaboration entre des policiers de la GRC et des partenaires communautaires pour soutenir des personnes en crise. Un tel partenariat apporte rapidement du soutien à une clientèle à risque élevée et libère les ressources policières.

Pour un sans-abri, il peut être ardu d'obtenir un service. Patricia Vasylchuk montre comment des policiers à pied ou à vélo rencontrent des résidents qui autrement ne penseraient pas à demander de l'aide. Échanger avec des itinérants ou des citoyens dans leurs déplacements quotidiens favorise la convivialité et la confiance en l'institution policière.

À Surrey, en Colombie-Britannique, l'arrivée récente de jeunes réfugiés a posé des difficultés pour les administrations d'écoles et la police. Débarquer dans un pays inconnu et apprendre une nouvelle langue exige beaucoup des jeunes qui peuvent choisir de se rebeller. Patricia Vasylchuk explique comment le Groupe de la jeunesse de la GRC à Surrey attire les jeunes en leur proposant des modèles inspirants et en les amenant à passer leur frustration dans le sport.

À Terre-Neuve-et-Labrador, la GRC invite des étudiants autochtones à envisager une carrière dans la police. Le programme d'été leur permet d'assister à des séances d'information sur la cybersécurité et la sensibilisation aux drogues, par exemple, et accroît la confiance collective en la police. Déjà, des étudiants y reviennent et veulent se tailler une place dans la police.

Par amour des enfants, la cap. Kim Mueller multiplie les programmes d'approche destinés aux jeunes des Premières Nations et métis d'Enoch, en Alberta. Son programme le plus récent renseigne et accompagne les filles autochtones de 6e et 7e année pour qu'elles se tiennent loin du sexe, de la drogue et de l'alcool, qu'elles restent à l'école, et qu'elles prennent plaisir à la vie.

La violence conjugale est un fléau dans toutes les collectivités. À Moose Lake, au Manitoba, le gend. Ryan Harnum, formé au counseling, a proposé à un refuge pour femmes et à un spécialiste accrédité en dépendance chez les Autochtones d'organiser avec lui un atelier sur le sujet. Les participantes y ont reçu des conseils précieux et parlé de leurs combats personnels contre la violence et la dépendance. Vous verrez aussi comment la police dans une localité de C.-B. a tenu un forum sur la diversité pour lutter contre des crimes haineux, comment une formation aide les policiers à mieux comprendre les autistes et comment les policiers mesurent par divers moyens les effets des actions de proximité pour déterminer si elle donne les résultats attendus.

Formule bonbon aux yeux de certains, l'approche communautaire a, au contraire, fait ses preuves. Elle aide les policiers à faire leur travail et à améliorer la vie de leurs concitoyens. ■

— Katherine Aldred

GRC

GAZETTE

ÉDITEUR : Kevin Fowler

RÉDACTRICE EN CHEF : Katherine Aldred

RÉDACTEURS : Paul Northcott, Patricia Vasylchuk

ÉDITEUR WEB : Richard Vieira

GRAPHISME : Jennifer Wale, Samantha Clusiau-Lawlor

TRADUCTION : Services de traduction de la Direction générale, GRC

IMPRIMERIE : Performance Printing

La *Gazette* (ISSN 1196-6513) est publiée en versions française et anglaise par la Direction des services de communication nationaux de la Gendarmerie royale du Canada, à Ottawa. La conception de la page couverture ainsi que les articles sont protégés par les droits d'auteur et aucune partie de cette revue ne peut être reproduite sans consentement écrit. Poste-publication, numéro de convention 40064068. La *Gazette* paraît quatre (4) fois par année et est distribuée gratuitement mais en nombre restreint aux services de police et aux organismes d'exécution de la loi. On conseille fortement de la faire circuler. On ne peut pas s'y abonner à titre personnel.

On vous prie de faire parvenir vos lettres, articles et commentaires à la rédactrice en chef de la *Gazette*. La rédaction se réserve le droit de faire la révision. © 2018 GRC.

POUR COMMUNIQUER AVEC NOUS :

Gazette de la GRC
73, promenade Leikin
M8-1, pièce 801
Ottawa (Ontario) K1A 0R2
CANADA

Téléphone : 613-843-4570
Courriel : gazette@rcmp-grc.gc.ca
Internet : www.rcmp-grc.gc.ca/gazette

RESTEZ AU COURANT AVEC LA GRC

Visitez notre site Internet : **www.rcmp-grc.gc.ca**

Suivez-nous sur Facebook : **www.facebook.com/grcrcmp**

Suivez-nous sur Twitter : **@grcrcmppolice #gazettegrc**

Visualisez nos vidéos sur YouTube : **www.youtube.com/rcmpgrcpolice**

Suivez-nous sur Instagram : **@grcrcmppolice**

DE L'AIDE EN UN COUP DE FIL

par Paul Northcott

À Surrey (C.-B.), une ligne d'aide est à la disposition des parents qui pensent que leur enfant est impliqué dans des activités criminelles.

Depuis 2016, les parents peuvent appeler la ligne d'aide de la GRC s'ils craignent que leurs adolescents soient entraînés dans des activités illégales liées à la drogue ou aux gangs.

« Certains ne savent simplement pas quoi faire ni à qui demander de l'aide. Nous faisons de notre mieux pour les aider. Cela fait partie de notre engagement envers le public et les jeunes », dit le cap. Mike Dougherty de la Section de mobilisation des jeunes de la GRC.

La ligne permet de mettre les parents ou les tuteurs en contact avec les policiers éducateurs et les conseillers du détachement pour les aider à trouver des ressources, de l'information et des services d'intervention.

Les parents peuvent laisser un message en anglais, en français ou en pendjabi en précisant leurs nom, numéro de téléphone et préoccupations. Ils seront rappelés dans les 24 heures, du lundi au vendredi.

En 2017, 80 appelants ont reçu des services, soit 63 de plus qu'en 2016.

Le cap. Dougherty trie les appels, puis les transmet à la personne appropriée.

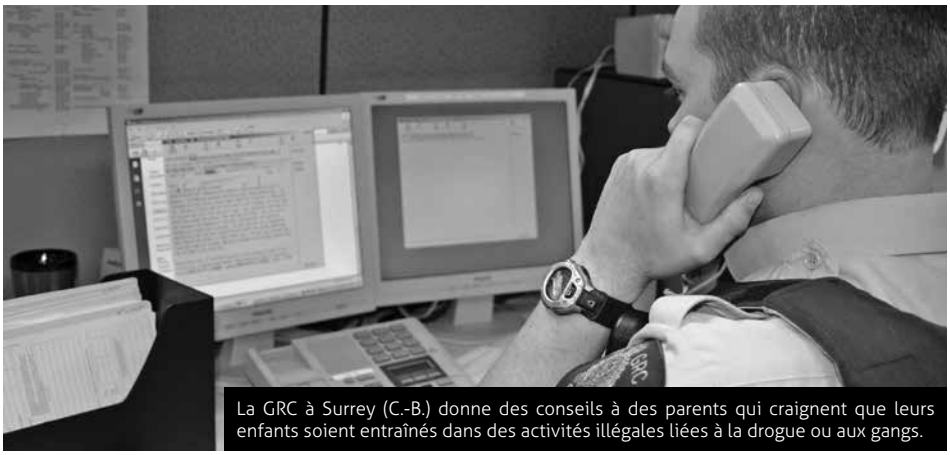
Parfois, les cas atterrissent sur le bureau du cap. John Wilson du programme Wraparound de Surrey. Il est l'un des deux policiers du détachement qui aident à trouver le soutien dont les jeunes ont besoin.

« Si la ligne d'aide nous transmet un cas, nous l'évaluons, dit-il. Nous vérifions auprès de l'école si le jeune va en classe, nous déterminons si son comportement a changé et, au besoin, nous le rencontrons avec ses parents pour mettre au point un plan d'action. »

Et aux dires du cap. Wilson, la plupart des jeunes sont réceptifs.

« Il est rare qu'un jeune s'en fiche. Je crois qu'ils savent au fond que nous n'essayons pas de les enfoncer davantage. Au bout du compte, c'est à eux de décider s'ils veulent de notre aide », dit-il, en ajoutant que les parents doivent aussi s'engager à aider leurs enfants.

« Le simple fait de s'intéresser à la vie de son enfant et de s'assurer qu'il participe à des activités positives peut l'éloigner des problèmes », dit-il. ■



La GRC à Surrey (C.-B.) donne des conseils à des parents qui craignent que leurs enfants soient entraînés dans des activités illégales liées à la drogue ou aux gangs.

Leann Parker, GRC

DU NOUVEAUTÉ POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE AU MAN.

par Patricia Vasylchuk

Au Manitoba, les victimes d'agression sexuelle peuvent maintenant signaler l'incident à la police de façon anonyme par l'entremise de trois organismes de santé communautaires.

En avril, la province est devenue la troisième région du Canada à offrir ce service – appelé « signalement par un tiers » – qui profitera à la fois aux victimes et à la police. Le service existe déjà en Colombie-Britannique et au Yukon.

« Je pense que c'est un pas en avant pour que les gens sentent qu'ils sont maîtres de leur destin », dit la surint. Jeanette Theisen, responsable de la division des crimes majeurs de la GRC à Winnipeg. « J'ai toujours dit que l'agression sexuelle est l'une des pires et des plus graves infractions dont la police s'occupe parce que la victime revit chaque jour l'agression. »

Elle explique que la nouvelle politique est une façon de reconnaître le traumatisme des victimes qui permet à ces dernières de signaler les agressions d'une manière qui leur donne l'occasion de se faire entendre en se sentant en sécurité, en plus de les aider à avancer dans leur cheminement.

La GRC au Manitoba collabore avec Klinic Community Health afin d'améliorer l'accès des victimes à ce service dans les régions éloignées.

Le centre de santé communautaire offre aux victimes ne pouvant pas se présenter en personne un service téléphonique permettant le signalement des agressions sexuelles 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, poursuit la surint. Theisen.

Les victimes reçoivent un numéro de dossier, et le rapport est envoyé à la police, sans leurs renseignements personnels. Les policiers s'en servent pour recueillir des éléments de preuve pour d'autres cas (tendances, similitudes et liens possibles avec d'autres incidents).

S'ils ont assez d'éléments, ils communiquent avec Klinic pour inciter la victime à collaborer avec eux.

« Mais pour les victimes, qui ne signaleraient qu'un incident sur vingt, le fait de remplir un rapport par l'entremise d'un tiers est une question de choix », affirme Megan Mann, intervenante spécialisée dans les agressions sexuelles au service de Klinic depuis huit ans.

« Parfois, les gens souhaitent agir, mais ne veulent pas nécessairement prendre part à une enquête, ajoute-t-elle. Ça leur donne une autre option, et ils peuvent se dire qu'ils ont donné l'information à la police et que même si ça n'aboutit à rien, ils auront fait quelque chose. » ■

UN NOUVEAU RADAR AMÉLIORE LE CONTRÔLE DE LA VITESSE

par Patricia Vasylchuk

Depuis mars, la GRC à Coquitlam (C.-B.) utilise un nouveau radar stationnaire semi-permanent pour aider les policiers à repérer les secteurs propices aux excès de vitesse et à mieux utiliser leur temps.

Installé sur un poteau ou un lampadaire, l'appareil enregistre la fréquence, la vitesse et la taille des véhicules qui circulent dans les deux directions. Peu après, on le déplace pour recueillir des données ailleurs. L'appareil n'est pas doté d'une caméra.

Le projet a vu le jour à la suite d'une hausse du nombre de plaintes du public au sujet d'excès de vitesse dans deux banlieues de Vancouver.

« Les équipes policières peuvent dorénavant passer plus de temps à veiller à l'application de la loi », affirme le chef de la Sécurité routière du détachement, le s.é.-m. Mark McCutcheon.

Avant la mise en place de l'appareil, qui coûte 3500 $, les policiers du détachement qui enquêtaient sur les plaintes pouvaient consacrer jusqu'à une heure à la surveillance au radar portatif.

« Cela nous évite d'avoir à envoyer un policier pour surveiller la situation alors qu'il pourrait se trouver sur les lieux d'une autre intervention », ajoute-t-il.

Depuis qu'il a reçu l'appareil, le s.é.-m. McCutcheon dit l'avoir utilisé pour enquêter sur des plaintes touchant six rues. Seulement une d'entre elles présentait un problème d'excès de vitesse.

Heather Escarravage, Détachement de Coquitlam

À Coquitlam (C.-B.), le s.é.-m.Mark McCutcheon installe un radar semi-permanent, qui aidera à repérer les secteurs propices aux excès de vitesse.

« L'impôt des citoyens sert en partie à payer nos salaires, je veux donc m'assurer que la ville en a le plus possible pour son argent, poursuit-il. Cet outil nous aide à y arriver. »

Lors de son installation, l'appareil à piles – qui a environ la même taille qu'un grille-pain – se trouve dans un boîtier verrouillé, inviolable, étanche et résistant aux chocs. Le s.é.m. McCutcheon dit qu'il enlève le boîtier une semaine plus tard, télécharge les données chiffrées sur son ordinateur portatif, puis recharge l'appareil avant de le réinstaller ailleurs.

Il se sert du logiciel qui accompagne l'appareil, qui coûte 1600 $ de plus, pour produire un éventail de rapports au besoin. L'un de ces rapports dresse un portrait des excès de vitesse, ce qui permet à l'agent de déterminer le meilleur moment où intervenir ou s'il est nécessaire de le faire.

Selon Jim Sheehan, directeur des ventes, de la recherche et du développement chez North Line, qui distribue les appareils au Canada, une cinquantaine d'appareils sont utilisés par la GRC au Manitoba, en Alberta et maintenant en C.-B. Ailleurs qu'à Coquitlam, on se sert du radar de façon plus permanente en utilisant l'énergie solaire pour prolonger jusqu'à huit semaines la durée de vie de la pile. ■

DE JEUNES VIDÉASTES RÉPANDENT UN MESSAGE ANTIGANG

par Paul Northcott

Le respect de soi a trouvé un écho chez des élèves du secondaire de la Colombie-Britannique à qui on a demandé de produire une série de vidéos antigang pour les jeunes.

« Nous avons pensé au fait que dans un gang, on n'est qu'un numéro », dit Sydney Ramage, un élève de 15 ans de la Kamloops School of the Arts, et le directeur du projet. « On n'est pas respecté dans un gang. »

L'an dernier, des membres de l'Unité mixte d'enquête sur le crime organisé (UMECO), l'organisme antigang de la C.-B., sont allés dans cette l'école pour parler du rôle de l'UMECO dans la lutte contre le crime organisé et les gangs. Cette activité a fait naître l'idée de faire produire par les élèves en arts médiatiques de l'école quatre vidéos aux messages antigang éloquents. Plus de 40 élèves ont participé au projet.

« Nous avons pensé que ce serait génial si nous pouvions amener les élèves à produire les vidéos », explique la serg. Brenda Winpenny de la GRC, relationniste de l'UMECO. « C'était formidable de voir les élèves débordants d'énergie et d'idées et passionnés par le projet ».

L'UMECO a donné quelques directives aux cinéastes en herbe, puis les a laissés faire un remue-méninges pendant deux jours. La serg. Winpenny dit que les jeunes ont alors déterminé quels messages pourraient avoir le plus d'effet sur les jeunes.

L'une des vidéos montre à quel point la vie peut changer rapidement. On y voit un groupe de jeunes qui s'amusent à faire circuler de la nourriture autour d'une table. L'image s'estompe, puis redevient nette et montre les mêmes jeunes en train de s'échanger de la drogue et de l'argent.

Kirk MacFarlane, enseignant en médias visuels à l'école, était responsable du projet.

« Ce que j'ai aimé, c'est de voir la passion et le dynamisme qui animaient les jeunes. Et nous les laissons trouver leurs propres idées. »

Depuis la mise en ligne des vidéos en avril, celles-ci ont été visionnées par plus de 2 200 personnes sur les plateformes de médias sociaux de l'UMECO. « J'espère que ces vidéos en toucheront certains et les inciteront à faire les bons choix », conclut Sydney Ramage. ■

CIBLER LA MALADIE MENTALE

DES PARTENARIATS POUR VENIR EN AIDE AUX PERSONNES EN CRISE

par Paul Northcott

Leann Parker, GRC

Aider les personnes en crise à trouver les ressources dont elles ont besoin permet de libérer les effectifs policiers pour qu'ils se consacrent à d'autres cas.

À leur arrivée à l'École de la GRC, les cadets savent qu'ils se sont engagés pour servir et protéger les Canadiens. Mais une fois assermentés, ils se rendent compte que certaines interventions sont plus exigeantes que d'autres, en particulier auprès de gens en détresse psychologique.

« Nous sommes entrés à la GRC pour venir en aide aux gens dans la mesure de nos moyens. Et lorsque c'est impossible, c'est très frustrant », explique le gend. Patrick McPhee, affecté à Grande Prairie (Alb.).

Le gend. McPhee, membre depuis neuf ans, évoque la difficulté comme agent aux services généraux d'intervenir auprès d'une personne manifestement en crise; on ne sent pas toujours qu'on a tout ce qu'il faut pour gérer la situation.

Intervenir auprès d'une personne en détresse psychologique pose certains défis, car le policier ne connaît pas toujours l'état de la personne et celle-ci peut ne pas être disposée à recevoir des ordres d'un agent.

Selon l'Association canadienne pour la santé mentale, le passage des soins en établissement vers les soins communautaires fait que plus de personnes souffrant de maladie mentale se retrouvent dans la collectivité et ont des démêlés avec la police.

DE LA NÉCESSITÉ NAÎT L'INNOVATION

À Grande Prairie, une équipe policière d'intervention en cas de crise (EPIC), formée d'un agent et d'un infirmier psychiatrique, a été créée en 2009.

« Il s'agit d'aiguiller ces personnes, précise le gend. McPhee, qui fait partie de cette équipe. Lui-même et son coéquipier mobilisent les partenaires communautaires pour répondre aux besoins des clients à risque et orientent ceux qui souffrent de maladie mentale et de dépendance vers les services compétents.

En 2017, l'équipe a répondu à 553 appels. Selon une étude du Grande Prairie Regional College, en 2016 et en 2017, deux fois sur trois, l'équipe a résolu sur le champ la situation de crise.

Une deuxième équipe a vu le jour en 2016.

Selon le gend. McPhee, lorsqu'une personne est aiguillée vers l'infirmier psychiatrique, on peut plus facilement cerner la cause de son problème ou de son comportement criminel.

« Il y a souvent une raison sous-jacente, précise-t-il. Il faut la cerner. La personne prend peut-être des médicaments. Un ajustement à la médication pourrait amener un changement de comportement. »

Par ailleurs, le travail de l'équipe se traduit par des économies; l'étude montre en effet que chaque dollar investi dans le programme EPIC rapporte 3,70 $ à la collectivité.

ASSISTANCE AUX PERSONNES EN DÉTRESSE

Les initiatives lancées par la GRC partout au pays pour mieux comprendre la maladie mentale et aider ceux qui en souffrent présentent un double avantage : aider plus rapidement les personnes dans le besoin et libérer les effectifs policiers pour qu'ils puissent se consacrer à d'autres cas.

La gend. Valerie Conroy est coordonnatrice des cas de mésadaptation sociale à Chilliwack (C.B.). En plus de la formation sur l'intervention en situation de crise de santé mentale que suivent tous les membres de la GRC, la gend. Conroy a été formée pour évaluer les personnes qui souffrent de troubles de santé mentale et les aiguiller vers les ressources compétentes.

En poste depuis près de sept ans, elle collabore avec les services de sensibilisation communautaires au Fraser Health pour évaluer les risques chez les clients et établir un plan d'intervention.

« J'essaie de repérer les personnes à risque et de cibler les ressources aptes à les soutenir, explique-t-elle. Le système de santé est fort complexe, mais les relations que j'ai établies sont très utiles et rendent mon travail plus efficace. »

L'expérience et les connaissances acquises dans les différents secteurs du système lui ont permis de se familiariser avec les besoins de nombreux clients afin de mieux les soutenir.

Elle passe aussi en revue les dossiers que lui transmettent des membres aux services généraux qui ont cerné des cas préoccupants, notamment de personnes ayant des démêlés fréquents avec la police et pouvant présenter des éléments de maladie mentale.

« S'il n'y avait pas de coordonnateur des cas de mésadaptation sociale, les policiers risqueraient d'intervenir à répétition auprès d'une personne », explique-t-elle. ■

PARTENARIATS

À Surrey (C.B.), la gend. Kelly Thompson travaille avec le Groupe d'intervention policière en santé mentale, qui s'occupe des personnes souffrant de troubles mentaux ayant eu des démêlés avec la police et nécessitant des soins d'urgence.

« Nous traitons souvent avec des gens ayant une perception altérée de la réalité en raison de leur état mental, de la toxicomanie, ou des deux », précise-t-elle. Le groupe collabore avec un éventail d'organisations. « Nous sommes en contact avec un réseau fiable qui peut soutenir ces personnes et leur offrir les services voulus. »

Ainsi, le groupe participe à une initiative appelée Car 67, où un policier spécialement formé de la GRC et un infirmier psychiatrique interviennent en cas de crise, évaluent sur place l'état émotif et la santé mentale de la personne et dirigent celle-ci vers les services compétents.

En 2017, l'équipe a effectué 652 évaluations en santé mentale, 94 arrestations liées à des troubles mentaux et 822 consultations téléphoniques auprès de policiers en train d'intervenir auprès de personnes en détresse.

Cette année, l'équipe Car 67 a jusqu'ici effectué 431 évaluations en santé mentale.

« L'équipe traite avec des clients à risque et répond à un volume élevé d'appels », dit la gend. Thompson, qui ajoute que ce travail est très satisfaisant, mais comporte sa part de risque.

« La plupart ont des antécédents de violence, surtout en présence de policiers, et portent une arme pour se protéger. Je m'attendais à cela dans certains cas, mais certainement pas avec une telle fréquence. »

La gend. Thompson dit être très vigilante au moment d'aborder un client, effectuant une fouille par palpation ou demandant systématiquement à la personne si elle porte une arme.

À Portage La Prairie (Man.), la GRC participe au modèle du carrefour : un programme de détection des risques et de prévention du crime réunissant des commissions scolaires, les services à la famille et à l'enfance, des champions de la santé mentale, des agents de probation et des représentants du ministère provincial du logement.

Les partenaires se rencontrent périodiquement pour discuter de cas précis.

Selon le gend. Sean O'Keefe, le modèle, en place ailleurs au pays, permet de repérer les gens à risque et d'éviter qu'ils ne se retrouvent devant la justice ou dans le système de santé.

« Lorsque quelqu'un court un danger imminent, la communication d'information permet d'intervenir avant que le problème ne dégénère en situation d'urgence », explique-t-il.

Les interventions fréquentes auprès de personnes en détresse taxent lourdement les effectifs policiers. Le modèle du carrefour permet de dépister les personnes à risque et de les aiguiller vers les services en santé mentale dont elles ont besoin.

« Avant, les agents n'avaient pas le temps de s'asseoir avec un client pour comprendre son état, souligne le gend. O'Keefe. Le modèle du carrefour aide à cerner l'état de la personne; nos premiers intervenants savent dès leur arrivée qu'elle souffre de troubles mentaux. » ■

UN MESSAGE D'ESPOIR POUR LES JEUNES

par Paul Northcott

Lauren Hutchison, Première Nation de Tsawwassen

Bryce Williams, chef de la Première Nation de Tsawwassen, interprète une chanson lors d'une pause pendant la marche le 24 mai. Figurent aussi sur la photo : Neil Dubord, chef du service de police de Delta, et Bob Campbell, agent du service de police d'Anishinabek.

Cet été, le serg. Kevin Redsky a marché de Terre-Neuve-et-Labrador à Winnipeg pour amener la police à changer sa façon d'intervenir auprès des jeunes souffrant de problèmes de santé mentale.

Ce membre du service de police d'Anishinabek a quitté Cape Spear (T.-N.-L.) le 1er avril pour entreprendre la marche « Hope in the Darkness ».

« On a peu d'information sur la santé mentale », indique le serg. Redsky lors d'une pause près de Blind River (Ont.) — environ 140 km à l'est de Sault Ste. Marie. « On est les premiers sur les lieux et on voit les jeunes en crise. C'est nous qui devons prendre des décisions sur-le-champ pour le bien-être de ces jeunes. »

Selon un rapport de 2017 du Comité permanent des affaires autochtones et du Nord, le taux de suicide est disproportionnellement élevé chez les Autochtones au Canada. D'après le gouvernement fédéral, le taux de suicide chez les jeunes des Premières Nations est de cinq à sept fois supérieur à celui des autres jeunes.

« On doit remettre en question le système actuel parce qu'il est inacceptable qu'autant de jeunes s'enlèvent la vie », affirme le serg. Redsky, qui a lui-même éprouvé des problèmes de santé mentale quand il était plus jeune et dont une nièce s'est suicidée. « Pendant la marche, des jeunes ont dit avoir besoin d'aide hier, pas dans quatre mois. »

Un deuxième groupe de policiers, dirigé par le gendarme supérieur Bob Campbell du service de police d'Anishinabek, a quitté Masset (C.-B.) à la mi-mai. Les deux groupes — qui parlent aux jeunes tout au long de leur trajet — devaient se rencontrer à Winnipeg le 3 août.

Sukhpreet Dhillon, de la Police autochtone de la GRC en C.-B., a participé à la marche de Tsawwassen à White Rock (C.-B.) en compagnie de membres du service de police de Delta, des Services de la circulation de Deas Island et d'un policier du Programme de la police des Premières Nations de la GRC à Surrey.

« Une expérience comme celle-là permet de dialoguer et de tisser des liens avec les gens, précise Dhillon. Il était encourageant de les entendre nous raconter comment ils ont surmonté les difficultés qu'ils ont rencontrées et comment ils veulent aider les jeunes. »

L'information recueillie en cours de route auprès des jeunes, des policiers, des intervenants en santé mentale et des communautés sera regroupée dans un rapport qui sera mis à la disposition des services de police et des organismes qui s'intéressent au sujet, fait savoir le serg. Redsky.

QUELQU'UN À QUI PARLER

DES POLICIERS DE LA GRC À SURREY À L'ÉCOUTE DE JEUNES RÉFUGIÉS

par Patricia Vasylchuk

L'afflux de réfugiés à Surrey (C.-B.) pose de nouveaux défis pour les écoles et la GRC locale, qui font face à des vagues d'enfants migrants qui sont plus susceptibles d'être turbulents en raison de leur situation socio-économique et des différences culturelles.

« C'est très difficile, car s'ils ont passé deux ou trois ans dans un camp de réfugiés, ils n'ont pas bénéficié d'une scolarité normale et accusent certains retards scolaires », dit le gend. Dylan Horgan du Groupe de la jeunesse de la GRC à Surrey. « Le choc culturel, l'apprentissage d'une nouvelle langue et, parfois, des parents qui travaillent toute la journée contribuent au problème. »

« Ils sont frustrés et leurs comportements s'intensifient parce qu'ils n'ont juste pas le goût d'être là », ajoute le gend. Horgan.

Responsable des interventions policières dans les écoles du district scolaire de Surrey, le Groupe de la jeunesse patrouille le secteur ayant la plus forte population d'élèves en C.-B. Des quelque 77 000 élèves, près de la moitié parlent une langue autre que l'anglais à la maison.

Une fois inscrits à l'école, les réfugiés sont évalués pour établir leur niveau de scolarité. Jusqu'à la 7e année, ils fréquen-tent l'école primaire la plus proche et ont tendance à bien s'adapter. Les élèves plus âgés sont évalués en fonction de critères qui déterminent l'école qu'ils fréquenteront et leur année scolaire. Ce sont eux qui éprouvent souvent des difficultés, poursuit le gend. Horgan.

ÉTABLIR DES LIENS

Pour établir de bonnes relations avec les jeunes, leur fournir de bons modèles et éviter qu'ils s'attirent des ennuis, le gend. Horgan et son collègue le gend. John Wilson jouent au basketball avec eux tous les vendredis après l'école dans le gymnase de l'école secondaire Princess Margaret.

« Habillés en civil, on joue au basketball. La moitié des élèves sont des réfugiés et n'ont nulle part où aller, précise le gend. Horgan. Comme ils ne veulent pas quitter l'école, on passe du temps avec eux. Cela a pris des mois avant qu'ils comprennent qu'on est des policiers. »

Les gendarmes collaborent avec les employés des écoles désignés comme agents de liaison chargés de la sécurité dans les écoles (ALSE) pour conseiller les élèves à risque.

Il y a un an, le conseil scolaire de Surrey a embauché un ALSE arabe pour l'arrivée de réfugiés à l'école secondaire Princess Margaret en provenance du Nord-Est de l'Afrique et du Moyen-Orient.

Comme bien des enfants qu'il a conseillés et avec qui il s'est lié d'amitié, France Stanley, 22 ans, a immigré d'Irak au Canada avec ses parents à l'âge de 14 ans. Il dit que son âge et son expérience aident les élèves à s'identifier à lui, ce qui favorise la confiance et la communication.

« C'est important pour eux d'avoir quelqu'un à qui parler, à qui s'identifier, et qui a connu les mêmes problèmes », dit France.

Jusqu'à présent, la majorité des conflits impliquant des adolescents réfugiés à l'école ont été mineurs, même s'ils semblent souvent plus graves vu la façon dont les jeunes se parlent.

« Les jeunes parlent très fort en arabe et se parlent en pleine face de sorte qu'on dirait qu'ils vont se battre si on ne comprend pas ce qu'ils disent », poursuit le gend. Horgan.

Le plus grand défi pour France n'a pas été les élèves, mais bien leurs parents, qui prennent souvent plus de temps à s'adapter à la vie au Canada que leurs enfants, ce qui peut créer des problèmes à la maison et à l'école, dit-il. Une baisse de l'assiduité ou des notes est habituellement le premier signe de difficultés.

« La vie ici est très différente de celle au Moyen-Orient, et les parents ne sont pas toujours prêts à renoncer à certaines règles pour que leurs enfants puissent vivre de nouvelles expériences », ajoute France.

CHOIX POSITIFS

Si un élève montre un comportement associé à un gang, l'école, l'agent de probation, le ministère de l'Enfance et de la Famille ou un policier l'aiguillera vers le programme Wraparound, ou WRAP. Premier du genre au Canada, ce programme offre une gamme de services aux jeunes à risque et à leurs familles pour favoriser l'adoption de styles de vie sains.

Même si les jeunes arrivant de zones de guerre ont été exposés à un degré plus élevé de violence, ils ne sont pas plus à risque de se livrer à des activités dangereuses ou illégales que les jeunes non-réfugiés, affirme le gend. Wilson. Lui et le gend. Horgan forment l'équipe WRAP du Groupe de la jeunesse à Surrey.

« Les jeunes réfugiés n'ont pas toujours besoin de plus de services, dit le gend. Wilson. Ça vient par vagues avec eux, comme pour les autres jeunes. » ■

GRC

Des policiers du Groupe de la jeunesse à Surrey offrent du mentorat et un soutien ciblé aux jeunes réfugiés pour leur éviter des ennuis.

UNE POLICE AU VISAGE AVENANT

LE CONTACT EN PERSONNE RÉDUIT LA CRIMINALITÉ ET AIDE LES SANS-ABRI

par Patricia Vasylchuk

Patrouiller à pied et à vélo permet aux policiers de la GRC d'améliorer leurs relations avec les citoyens et contribue à faire échec à la criminalité de rue.

La tactique policière du contact en personne, grâce à laquelle les agents circulent aisément dans les rues engorgées et les stationnements et secteurs commerciaux achalandés, est courante dans les centres urbains densément peuplés – mais elle est aussi en usage dans les banlieues.

Selon la gend. Erin Stevenson, agente de liaison en santé mentale au Détachement de Cranbrook (C.-B.), voir les policiers se déplacer autrement qu'en autopatrouille rend les gens plus réceptifs et favorise de bonnes relations. Bien qu'il n'y ait à Cranbrook pas de brigade à vélo permanente, la gend. Stevenson arpente les 7 km^2 du centre-ville dès que les ressources et le temps le permettent.

« L'autopatrouille pose une véritable barrière, constate la gendarme. Quand les gens voient une voiture de police, ils prennent peur – c'est l'instinct qui parle. Supprimez la voiture et ils deviennent aussitôt beaucoup plus faciles d'approche. »

Lorsqu'elle patrouille à pied ou à vélo, raconte-t-elle, les gens l'arrêtent pour parler, et ce contact régulier crée de bonnes relations avec les commerçants, les clients et les résidents, si bien qu'elle obtient souvent de l'information sur des crimes qu'elle n'aurait pas recueillie autrement.

À Richmond (C.-B.), où les policiers de la GRC patrouillent le centre-ville à vélo de montagne à longueur d'année, les membres de la brigade à vélo ont eux aussi remarqué qu'un agent cycliste est plus accessible.

« Le gens n'ont pas tout le temps envie de signaler un méfait à la police, observe le cap. Dean Etienne, chef de la brigade à vélo du Détachement de Richmond. Dans un contact en personne, ils sont plus susceptibles de nous dire : "Hé, vous savez ce qui est arrivé?" »

RAPPORT POSITIFS

À Richmond, les patrouilles à vélo ont permis de nouer des liens avec les employés des refuges et des logements communautaires, ce qui s'est avéré utile pour retrouver des itinérants, souvent aux prises avec des troubles de santé mentale, qui étaient portés disparus.

Quand on roule à vélo, il se développe naturellement des rapports positifs avec les itinérants, car ils circulent eux-mêmes à pied ou à vélo, rapporte le cap. Etienne. Abordés dans la rue ou lors d'une visite routinière dans un refuge ou une cantine populaire, ils conversent volontiers et sont ensuite plus disposés à coopérer avec la police et à lui faire confiance lorsqu'elle fait enquête.

Récemment, le cap. Etienne a eu un échange pénible avec un itinérant qu'il a connu en faisant ses rondes habituelles. Tout son bric-à-brac était devenu un problème pour la Ville, et on l'a sommé de faire le ménage ou alors de s'en aller.

« Le fait qu'on se connaît déjà facilite les choses, précise le cap. Etienne. Au lieu d'arriver en force avec des autopatrouilles pour le contraindre à bouger, on peut l'inviter gentiment à se trouver un autre endroit où demeurer. »

Pour le Détachement de Kimberley (C.-B.), à environ 1000 km à l'est de Richmond, accroître la visibilité de la police est une priorité, ce pourquoi on encourage les agents à patrouiller à pied.

En moyenne, deux membres du détachement déambulent dans les rues une fois par jour, parfois même durant leurs pauses-café.

« Parce qu'ils ont ce rapport informel avec les policiers, les gens se sentent à l'aise et en sécurité en leur présence, déclare le serg. Chris Newel, chef du Détachement de Kimberley. Ici, nous avons pris le temps de bâtir de tels rapports. Nous sommes accessibles. »

Patrouiller à pied et à vélo est aussi un bon moyen de pincer ceux qui textent en conduisant ou arrêtés à un feu rouge, de même que ceux qui consomment de l'alcool ou de la drogue en public.

« Difficile de se cacher quand on est dans une voiture de police, note la gend. Stevenson. On nous repère tout de suite. Alors qu'à vélo, on ne me voit pas venir. Ça peut leur prendre une minute avant de s'apercevoir que je suis de la police, mais trop tard pour eux, je suis déjà là! »

ENGAGER LA CONVERSATION

Au Détachement régional de Codiac, à Moncton (N.B.), l'effectif à vélo change tous les jours. D'avril à novembre, les policiers formés à la cyclopatrouille quadrillent un vaste territoire urbain composé du grand Moncton, de Riverview et de Dieppe.

Se déplacer à vélo simplifie le contact avec la population pour les membres de Codiac, qui n'hésitent pas à en descendre pour marcher, déclare le s.é.-m. Jamie Melanson, chef de veille au détachement.

« Pouvoir ainsi engager la conversation avec les gens est un moyen très efficace d'accroître la sécurité de la collectivité et de cultiver de bonnes relations », conclut le s.é.-m. Melanson.

La cyclopatrouille ne convient pas à tout le monde, mais les policiers qui ont de l'entregent, qui sont d'un naturel curieux et ont le sens de l'observation sont tout désignés pour en faire.

« Pas besoin d'être super doué à vélo, commente le cap. Etienne. Suffit de savoir observer ce qui se passe tout autour sans entrer en collision avec les passants et autres usagers de la route. » ■

La gend. Erin Stevenson pratique la patrouille à vélo à Cranbrook City (C.-B.) pour tisser des liens avec les gens et mieux contrer la criminalité dans les secteurs congestionnés.

Photo fournie par le serg. Chris Newel

MAIN DANS LA MAIN

LA GRC ET UNE UNIVERSITÉ ANIMENT UN DIALOGUE INTERCONFESSIONNEL

par Patricia Vasylchuk

Photo fournie par Lisa Romalis

Les élèves des écoles juive et musulmane voisines de Richmond (C.-B.) mènent des activités conjointes qui favorisent la tolérance et la compréhension mutuelles.

Lorsque les agents de la GRC à Richmond (C.-B.) ont constaté que les groupes haineux et les attitudes de division étaient en hausse dans la communauté suburbaine de Richmond, ils ont senti le besoin d'y rétablir l'unité. Les diverses communautés religieuses étaient la cible de manifestations, de graffitis, de propos haineux et de violence.

« Nous voulions mettre l'accent sur ce qui rassemble plutôt que ce qui divise », explique le caporal Kevin Krygier, du Groupe de la prévention de la criminalité.

Le détachement s'est donc associé à une université locale pour organiser au printemps dernier le forum *Shared Challenges Shared Opportunities*, au cours duquel des invités ont parlé de leur vécu et de l'importance pour les leaders de la communauté, les services de police et les organisations présentes sur le terrain d'entendre le récit de ces expériences, afin de dénoncer ce qui va mal, mais aussi et surtout de souligner ce qui va bien.

Pour le cap. Krygier, une meilleure connaissance des religions et des cultures peut également aider les agents de la GRC à mieux comprendre certaines attitudes.

« Nous avons pensé qu'il serait bon de réunir différents groupes afin qu'ils se comprennent un peu plus mutuellement et que nous puissions nous aussi les comprendre », résume-t-il.

VAINCRE L'HOSTILITÉ

Le forum public d'une journée était animé par l'insp. Baltej Dhillon de la GRC qui, il y a 27 ans, a demandé à la GRC de modifier sa politique afin d'autoriser les policiers sikhs à porter la barbe et le turban. Quand les médias se sont emparés de la nouvelle, il dit avoir été submergé par une vague d'hostilité à laquelle il ne s'attendait pas, mais a été réconforté par le soutien qu'il a reçu – notamment de la communauté juive.

« Elle a manifesté son appui à l'égard de la foi et de la tradition sikhes en publiant une pleine page dans le Vancouver Sun pour rappeler que des sikhs enturbannés ont contribué à vaincre l'Allemagne nazie durant la Seconde Guerre mondiale », relate l'insp. Dhillon, off. resp. de la Préparation et des Interventions opérationnelles et des Services techniques de protection au Détachement de la GRC à Surrey (C.-B.).

Malgré les nombreux progrès réalisés au fil des ans, il croit que la discrimination persiste et que les Canadiens doivent continuer de lutter pour défendre la diversité au pays.

Les faits semblent lui donner raison puisque l'hiver dernier, une jeune musulmane de 18 ans portant le foulard musulman a été attaquée à bord du Sky Train de Vancouver. Noor Fadel rentrait chez elle après une journée de travail lorsqu'elle a été violemment prise à partie par un homme qui s'est approché d'elle en vociférant des jurons en arabe et en menaçant de la tuer, elle et tous les musulmans, avant de l'agripper par la tête. Ce n'est que lorsqu'il l'a giflée violemment qu'un autre passager s'est finalement interposé.

« J'étais terrifiée, paralysée, en état de choc. J'entendais juste quelqu'un crier au gars de me lâcher », relate-t-elle.

Son sauveur, un homme dans la jeune vingtaine, a finalement repoussé l'agresseur. Tremblant et en pleurs, Noor est descendue du train pour appeler la police sur son téléphone cellulaire, suivie de son bon samaritain.

« C'est quelqu'un d'extraordinaire! Il n'était pas obligé de faire ce qu'il a fait », s'exclame-t-elle en parlant de lui.

Avant l'incident, la jeune femme s'exprimait déjà ouvertement contre la discrimination et le racisme, mais sa notoriété soudaine lui a ouvert de nouvelles possibilités, notamment celle de prendre la parole au forum *Shared Opportunity Shared Challenges*, à la Marche des femmes de Vancouver et dans des écoles locales.

TOLÉRANCE ET COMPRÉHENSION

Les incidents extrêmes comme celui-ci sont rares, mais la couverture médiatique donne l'impression que le mal est en train de triompher dans le monde, croit Lisa Romalis, directrice adjointe de l'école juive de Richmond, qui a également pris la parole au forum.

« Les conflits font la une des journaux, poursuit-elle. Il se passe de bonnes choses dans le monde, mais personne n'en parle. »

Pour elle, il ne fait aucun doute que l'éducation est la clé de la tolérance et de la compréhension, et elle croit qu'il faut commencer auprès des enfants. Au cours des dernières années, elle a forgé un partenariat avec l'école élémentaire musulmane de l'autre côté de la rue. Chaque automne, les deux établissements se rassemblent pour préparer des colis de nourriture destinés aux sans-abri du centre-ville de Richmond.

« Les élèves s'amusent ensemble sans jamais parler de religion », note-t-elle. ■

GRC à Surrey

L'équipe de proximité de Surrey produit des données quantitatives sur les surdoses, les crimes violents, et les crimes contre les biens pour mieux répondre aux besoins de ses clients.

COMMENT MESURER LE SUCCÈS DES ACTIVITÉS DE PROXIMITÉ?

LES EXPERTS :

- **Serg. Trevor Dinwoodie, s.-off. resp. de l'équipe de proximité de Surrey (C.-B.)**
- **Gend. Stéphanie Leduc, Détachement d'Inuvik (Nunavut)**
- **Cap. Derek Cosenzo, Détachement de la GRC à Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest)**
- **Insp. Pamela Robinson, off.resp. du Détachement de la GRC à St. Albert (Alberta)**

Avec les personnes vulnérables ou à haut risque, comme les travailleurs de la rue, les fugueurs ou les victimes de violence familiale, il faut impérativement adapter la prestation de services afin de leur apporter le soutien dont elles ont besoin. Mais ça ne s'arrête pas là. Nous avons demandé à quatre agents de la GRC comment ils savent que leur démarche porte ses fruits – et comment en mesurer l'impact.

SERG. TREVOR DINWOODIE

L'équipe de proximité de Surrey cherche avant tout à aider les personnes les plus vulnérables aux prises avec de sérieux problèmes de toxicomanie et de maladie mentale dans l'une des régions les plus défavorisées du Lower Mainland (C.-B.). Elle a été créée à un moment où la côte Ouest était frappée par des intempéries inédites et connaissait un niveau inégalé de violence et de décès par surdose. Elle se compose d'un sergent, d'un caporal et de 17 gendarmes, dont un travaille exclusivement comme agent de liaison en santé mentale, tandis que les autres effectuent des tâches de police communautaire. Quatre agents d'application des règlements municipaux sont également rattachés à l'équipe la journée.

Je suis chanceux de travailler à Surrey, une ville très progressiste qui a soutenu notre équipe tout au long du projet. De plus, le Détachement de Surrey est le plus grand au pays. J'ai donc le luxe de pouvoir m'appuyer sur de nombreux services de soutien.

Nous avons compris dès le début la nécessité de fournir des données chiffrées à notre équipe d'analyse. Nous avons choisi des éléments mesurables à partir desquels on peut produire des données quantitatives et effectuer des analyses qualitatives (surdoses, crimes violents, crimes contre les biens, etc.). On peut ainsi effectuer des comparaisons en cours d'année et déterminer notre taux de succès. Nous produisons actuellement un rapport mensuel et une évaluation annuelle plus détaillée.

Une fois l'équipe bien implantée dans la région, nous avons pensé qu'il était temps qu'un expert indépendant, recommandé par l'autorité sanitaire locale, procède à une évaluation tous azimuts. Le consultant a interviewé le personnel, les organismes partenaires et nos clients, et a fourni un rapport détaillé sur les aspects positifs et ceux à améliorer. Nous étions heureux qu'il soit si élogieux de notre approche et confirme que nous étions sur la bonne voie.

Enfin, nous avons instauré une séance d'information quotidienne avec tous nos partenaires locaux, y compris le personnel des refuges, les groupes confessionnels et les travailleurs de la réduction des mé-

faits. Tenues du lundi au vendredi, ces séances permettent de discuter de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas.

Nous pouvons ainsi moduler notre action pour mieux répondre aux besoins de nos clients.

Pour prouver que cette approche fonctionne, il suffit de regarder la 135A Street à Surrey (C.-B.).

Quelque 160 personnes vivaient sous des tentes dans cette rue. En établissant un lien de confiance et de respect avec elles, et en nous ajustant continuellement, nous sommes parvenus à toutes les placer dans des refuges et logements supervisés.

GEND. STÉPHANIE LEDUC

Depuis le début de ma carrière, je participe à des initiatives de proximité axées principalement sur les jeunes.

Je me suis rendu compte que les activités et les priorités policières sont dictées par les statistiques. Lorsqu'il y a un pic dans le signalement d'un type de crime, le financement et les ressources vont dans cette direction. Si le nombre de signalements diminue, on considère alors que les mesures ont porté leurs fruits.

Mais comment mesurer l'efficacité de l'action de proximité et démontrer l'utilité des ressources policières qui y sont affectées?

Les statistiques ne sont pas très utiles pour ça; la façon dont le comportement d'un groupe à l'égard de la police change et se transforme en relations positives, elle, est révélatrice.

Durant la dernière année, la gend. Jenna Moore et moi donnions un cours hebdomadaire au secondaire. À la fin de l'année scolaire, nous avons remarqué qu'un grand nombre d'élèves nous saluaient, nous invitaient à leurs activités sportives et nous renseignaient sur la criminalité alors qu'ils nous adressaient rarement la parole avant.

Une étudiante m'a confié qu'elle n'aimait pas les policiers auparavant, mais qu'elle les trouve plutôt cool à présent. Selon moi, c'est un succès, même s'il est difficile à chiffrer.

En tout cas, je peux vous dire que j'en ai vu les effets positifs à mon niveau.

J'ai conçu le programme Minigendarmes au Détachement de Drayton Valley (Alb.), mon premier lieu d'affectation, et il a maintenant essaimé dans tous les Territoires du Nord-Ouest.

Ça se passe dans les écoles élémentaires locales pendant l'année scolaire. Chaque mois, on choisit un thème et on s'installe dans un coin de l'école pour fournir de l'information aux élèves et aux parents sur le sujet. Des agents de la GRC se rendent dans les salles de classe pour en parler et distribuer des feuilles à colorier sur la thématique. À la fin du mois, on choisit un mini-gendarme en fonction des recommandations des enseignants et des feuilles de coloriage remises.

Au début, très peu d'élèves s'approchent de moi lorsque je suis en uniforme – ça les intimide. Certains membres du personnel ne voient pas non plus d'un bon œil la présence d'un agent en uniforme à l'école par égard aux élèves dont la famille a déjà eu des démêlés avec la police.

Cependant, un mois plus tard, la dynamique change diamétralement. Les élèves sont contents de voir des policiers. Je ne compte plus les câlins et les tapes dans la main que je reçois. Il y a des jours où les élèves ne me laissent pas partir parce qu'ils veulent que je leur lise des histoires ou que je les rejoigne en classe. Ce programme tout simple suscite des sentiments positifs envers la police.

Mesurer certains crimes est une chose; mesurer la qualité des relations avec la police en est une autre.

Je sais que l'action de proximité est efficace, mais il est difficile d'en chiffrer l'impact; il faudrait peut-être compter le nombre d'enfants qui me désignent avec enthousiasme à l'épicerie pendant mes jours de congé, me sourient et me saluent tout en disant à leurs parents « C'est la policière qui est venue dans ma classe! ».

CAP. DEREK COSENZO

Depuis l'été 2017, le Détachement de la GRC à Yellowknife s'associe au Programme de gestion intégrée des cas (PGIC) par l'entremise du ministère de la Justice des Territoires du Nord-Ouest.

Aussi appelé Pathfinders, ce programme pilote accompagne les personnes à risque et leur fournit les services dont elles ont besoin : logement, soutien du revenu, services de santé, etc.

Le rôle de la GRC à Yellowknife consiste à aider à identifier et à aiguiller ces personnes au moyen de statistiques et en misant sur la concertation.

En se concentrant sur les troubles à l'ordre public, comme le tapage, un agent identifie les individus en fonction du nombre de contacts qu'ils ont eus avec la police.

Exemple : la présence d'une personne intoxiquée et inconsciente dans des lieux publics nous était régulièrement signalée. Son comportement découlait d'une problématique d'itinérance et de toxicomanie.

C'était donc un candidat idéal à l'aiguillage et, au terme d'une procédure de consentement éclairé, on l'a mis en contact avec le PGIC et un référent lui a été attribué. Celui-ci l'aide à obtenir les services de base dont il a besoin et la GRC continue d'agir comme agent de liaison.

GRC au Nunavut

La gend. Stéphanie Leduc donne un atelier de sécurité à vélo de 4 jours à des élèves d'Inuvik (Nunavut). Pour elle, le succès d'une action de proximité se mesure au changement d'attitude de la communauté envers les policiers.

Le gestionnaire du programme à Yellowknife sait les difficultés que rencontrent les personnes qui tentent de résoudre leurs problèmes personnels et de naviguer dans les méandres des différents services.

Comme les bénéficiaires sont identifiés individuellement et à l'aide de statistiques, la GRC dispose de chiffres pour mesurer le succès du programme.

Dans l'exemple cité plus haut, la personne avait eu 67 contacts avec la police durant les six mois allant de décembre 2016 à mai 2017; c'est pourquoi elle a été orientée vers le programme.

Le détachement a continué à suivre le cas et observé une baisse constante des contacts avec la police : 30 du 1er avril au 30 juin 2017; 23 du 1er juillet au 30 septembre 2017; 19 du 1er octobre au 31 décembre 2017; et seulement 7 du 1er janvier au 31 mars 2018.

Les contacts ont diminué de 63 p. 100 entre le troisième et le quatrième trimestre, coïncidant avec l'obtention d'un logement grâce au programme Yellowknife Housing First. Une fois ses besoins essentiels de logement, de nourriture et de sécurité satisfaits, ses contacts avec la police ont baissé drastiquement.

Cette méthode permet de mesurer les résultats à la lumière des appels au service de police et de démontrer l'utilité des programmes comme Housing First et le PGIC.

INSP. PAMELA ROBINSON

Le métier policier recèle une multitude d'occasions d'enseignement, qu'il s'agisse d'éduquer le public au cadre de la loi, aux limites et attentes connexes ou à la responsabilité qu'ont les résidents d'aider la police à préserver la sécurité.

Ce dialogue est au cœur de l'action de proximité. C'est à travers ces relations avec nos communautés que nous comprenons vraiment la culture, la diversité et les besoins de nos clients.

Les statistiques sur la criminalité n'attestant que partiellement de notre effort policier, le succès de l'action de proximité se mesure à notre capacité à nous adapter et à répondre aux besoins des collectivités.

En 2017, la Ville de St. Albert a mené un sondage sur la satisfaction de la collectivité; 92 p. 100 des répondants jugeaient que St. Albert était un endroit sûr et 89 p. cent que la police répondait à leurs attentes. Ceux qui se disaient insatisfaits souhaitaient une police plus visible et davantage de patrouilles et d'actions de répression.

GRC à St. Albert

À St.Albert (Alberta), des policiers en voiturettes de golf patrouillent 85 km de sentiers isolés et nouent le contact avec des membres de la communauté.

Ces résultats positifs sont attribuables à un plan à long terme misant sur la mobilisation communautaire, à une stratégie de communication axée sur l'éducation et la répression et à un engagement à travailler en concertation avec nos citoyens et nos partenaires pour comprendre les besoins des uns et des autres.

Nous avons trouvé des façons novatrices d'adapter notre action aux besoins de nos concitoyens, notamment en mettant sur pied une patrouille de voiturettes de golf sur notre réseau de 85 km de sentiers. Ces véhicules n'exigent pas de formation particulière et permettent en revanche d'accroître notre visibilité et, partant, la mobilisation des citoyens; la patrouille a donc un effet dissuasif sur les crimes commis dans ces secteurs isolés.

C'est un outil inestimable qui nous aide à communiquer avec la collectivité. Il permet à notre population diversifiée de rencontrer les policiers autrement que lors d'un appel de service et de leur signaler des comportements suspects ou des préoccupations. Les résidents disent maintenant se sentir plus en sécurité sur les sentiers et ces efforts de collaboration ont mené à une diminution de 33 p. 100 des méfaits durant les mois d'été.

Nous donnons également aux citoyens les moyens d'agir en publiant une carte de la criminalité qui indique les tendances quotidiennes en matière de crimes contre les biens, ainsi que des conseils sur le signalement des comportements suspects. Les données recueillies nous aident ensuite à identifier les délinquants.

Nous travaillons aussi avec des partenaires, comme le comité de mobilisation stratégique de la Ville de St. Albert, formé de représentants de la municipalité, des services de santé, des écoles, des groupes confessionnels, des services à la famille et du soutien communautaire. Ces partenaires viennent en aide aux personnes en crise et s'assurent qu'elles sont prises en charge et reçoivent un bon accompagnement.

Grâce à cette collaboration et ce soutien, le signalement des incidents de violence familiale a crû de 5 p. 100 (de 607 en 2016-2017 à 638 en 2017-2018) et celui des agressions sexuelles, de 33 p. 100 (de 9 en 2016-2017 à 12 en 2017-2018).

Les stratégies de communication concernant la sécurité publique et le soutien offert ont incité les victimes à signaler ces crimes graves.

Lorsqu'on prend le temps de travailler en concertation et d'expliquer le « pourquoi des choses », l'action de proximité va de soi et on est en mesure d'aborder collectivement les problèmes qui surgissent avant qu'ils ne s'enracinent. ■

UNE FENÊTRE SUR LE MILIEU POLICIER

DE JEUNES AUTOCHTONES TRAVAILLENT POUR LA GRC

par Paul Northcott

Bien des jeunes Autochtones à Terre-Neuve-et-Labrador (T.-N.-L.) sont au service de la GRC pendant l'été, ce qui leur permet d'en savoir plus sur l'application de la loi et de créer des liens positifs entre leur collectivité et la police.

Le Programme d'été pour étudiants autochtones est en place dans la province depuis près de 20 ans. Cette année, 10 étudiants des Premières Nations Qalipu et de Miawpukek ont travaillé partout sur l'île de Terre-Neuve après avoir suivi une formation à St. John's (T.-N.-L.).

Le gend. Brad Squires de la GRC gère le programme de neuf semaines depuis deux ans.

« Les étudiants apprennent plein de choses sur le travail policier et l'engagement communautaire, dit-il. Et en voyant leurs jeunes travailler avec la police, les membres des bandes sont témoins de l'engagement de la GRC à l'égard de la diversité. »

Pour participer au programme, les étudiants doivent avoir entre 19 et 29 ans, être inscrits à un programme d'études postsecondaires et ne pas avoir de casier judiciaire. Ils doivent assister à un cours de trois jours où ils apprennent ce qu'est la police communautaire, participent à des exercices physiques et suivent même une formation sur les médias.

L'EXPÉRIENCE DES ÉTUDIANTS

Josh Lannon et Rebecca Oxford ont aidé à donner des séances d'information aux collectivités locales sur la sécurité à vélo, les drogues et l'alcool, la sécurité dans Internet et la façon dont les propriétaires de chalets peuvent protéger leur propriété. Ils ont aussi représenté la GRC à des événements locaux, comme des pow-wow et des activités spor-tives, vêtus d'un uniforme comprenant un polo sur lequel on voit l'emblème de la GRC et celui de leur bande.

Les étudiants se sont aussi vu confier des tâches administratives au détachement.

« On essaie d'exposer les étudiants à différentes expériences policières, qui varient selon les besoins du détachement et des collectivités », indique le gend. Squires.

Rebecca, membre de la Première Nation de Miawpukek, située sur la côte sud de Terre-Neuve, a surtout travaillé au bureau de la GRC à Conne River (T.-N.-L.).

Cette étudiante en soins infirmiers de 20 ans explique qu'elle voulait servir d'intermédiaire entre sa collectivité et la police.

« La GRC ne se résume pas aux mauvaises nouvelles qu'on voit à la télé, dit-elle. Si les gens de Conne River voient quelqu'un qu'ils connaissent travailler avec la police, je crois qu'ils se sentiront davantage en confiance. »

Selon Rebecca, la confiance de la collectivité en la police est essentielle.

« On est censé faire appel à la police quand on a un problème, ajoute-t-elle. Je veux m'assurer que les gens sachent que la GRC est là pour nous aider. »

Rebecca ne sait pas si elle se joindra à un service de police après ses études en 2021.

Josh, quant à lui, veut devenir policier.

Ce membre de la Première Nation Qalipu a travaillé au Détachement de Deer Lake (T.-N.-L.), sur la côte ouest de la province. Il a pris part au programme en 2018 pour une deuxième année.

« Je voulais en apprendre plus sur tout ce qui se passe au détachement, affirme Josh, étudiant en psychologie. Les policiers ne font pas que patrouiller. C'est en travaillant avec eux qu'on comprend mieux comment les choses fonctionnent. »

À la fin de ses études en 2020, Josh compte postuler à la GRC et à la Force constabulaire royale de Terre-Neuve.

« J'accepterai la première offre qu'on me fera, dit-il à la blague. Tout ce que je veux, c'est travailler dans le milieu policier. »

PLUSIEURS AVANTAGES

Le gend. Squires signale que les gens ont souvent peur des policiers ou sont nerveux devant eux.

« Des programmes comme celui-ci peuvent faire tomber des barrières. Pour tisser des liens avec les Premières Nations, il faut prendre le temps de les cultiver. Ça ne se fait pas du jour au lendemain », précise-t-il.

Le programme vise en grande partie à aider les étudiants à décider s'ils veulent faire carrière dans la police, ce qui est le cas pour certains, mais il porte aussi d'autres fruits.

« Je suis les jeunes tout au long du processus. Je vois comment ils changent et le sentiment de fierté qu'ils éprouvent face à ce qu'ils font, ajoute le gend. Squires. Même s'ils ne choisissent pas la carrière policière, je sais qu'ils représenteront très bien la GRC dans leur collectivité. » ■

Photo fournie par Rebecca Oxford

Membre de la Première Nation de Miawpukek sur la côte sud de Terre-Neuve, Rebecca Oxford a participé cette année au Programme d'été pour étudiants autochtones de la GRC.

FRANCHES CONVERSATIONS

UNE POLICIÈRE AUTOCHTONE ORIENTE LES FILLES DANS LA BONNE DIRECTION

Photo fournie par la cap. Kim Mueller

La cap. Kim Mueller (2e à gauche) encadre de jeunes filles Autochtones pour écarter les problèmes avant même qu'ils n'apparaissent.

Depuis treize ans, la cap. Kim Mueller manifeste son vif intérêt pour la jeunesse en participant à divers programmes de proximité dans des communautés autochtones et métisses albertaines. Patricia Vasylchuk s'est entretenue avec elle au sujet de son dernier projet à Enoch (Alb.) et de l'avantage d'être Autochtone pour tisser des liens avec les jeunes et leurs familles.

EN QUOI LE FAIT D'ÊTRE AUTOCHTONE FACILITE-T-IL VOTRE TRAVAIL DE POLICIÈRE?

Parce que je suis Autochtone, on m'accepte d'emblée dans les communautés. J'ai un tas de collègues non autochtones qui font un travail formidable avec les communautés autochtones, mais ça facilite drôlement les choses quand on est un Autochtone qui partage leur culture, leur histoire et leurs traumatismes. Il y a des policiers qui, comme moi, ont subi certains de ces traumatismes et peuvent comprendre le vécu des membres des Premières Nations. On nous fait confiance presque automatiquement.

APRÈS AVOIR PILOTÉ UN PROGRAMME POUR GARÇONS À RISQUES, VOUS VOUS CONSACREZ MAINTENANT AUX FILLES. QU'EST-CE QUE *STRATEGIES FOR ABORIGINAL FEMALE EMPOWERMENT?*

C'est une initiative de mentorat et d'éducation. J'ai choisi dix filles. L'an dernier, c'était des élèves de l'école intermédiaire. Cette fois, on s'adresse aux 6e et 7e années. On les a prises plus jeunes parce que certaines des filles choisies l'an dernier avaient déjà un mode de vie dangereux lié aux drogues, à l'alcool et au sexe. Pour faire partie de notre groupe, les filles doivent aller à l'école, rester loin du monde du crime et ne pas toucher aux drogues ni à l'alcool. Au terme du programme, nous faisons un grand voyage. L'an dernier, nous sommes allées à Jasper et à Banff.

QUE FAITES-VOUS AVEC ELLES?

Moitié plaisir, moitié éducation, c'est ma formule. Nos rencontres sont hebdomadaires : telle semaine on aborde des choses de la vie, qu'il s'agisse de drogues, d'hygiène ou de rapports sexuels protégés; telle autre on fait quelque chose d'amusant comme aller au cinéma, à l'aquaparc ou au centre commercial. C'est l'occasion d'apprendre à nous connaître, d'avoir du plaisir et de rire un bon coup. La semaine suivante, on retourne à un sujet sérieux.

POURQUOI LE MENTORAT EST-IL SI IMPORTANT?

Comme les garçons du groupe MAGIC (Mothers Against Gangs in Communities), certaines de ces filles n'ont pas de mère qui joue un rôle actif dans leur quotidien. En les sensibilisant aux risques qu'elles peuvent courir, nous comblons une lacune. Il faut savoir que beaucoup d'entre elles sont maltraitées, viennent à disparaître ou s'engagent sur une pente dangereuse. Elles touchent aux drogues et à l'alcool, assistent à des partys, font du pouce. Nous parlons en toute franchise de ces choses-là et des choix qu'elles ont à faire.

À QUOI TIENT LE SUCCÈS DE CES PROGRAMMES?

La grande force de la GRC, c'est de fournir des services 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Si un jeune vit une crise à 2 h du matin et que je ne suis pas disponible, j'appelle un collègue et lui dis : « Un de mes jeunes a un problème. Faudrait que tu ailles le chercher ». Oui, ça peut vouloir dire sortir du lit en pleine nuit, mais c'est par ce genre de gestes qu'on bâtit une relation de confiance. Ces jeunes sont habitués à ce qu'on les laisse tomber. Alors s'il y en a un qui m'appelle et que je lui dis : « Ok, je serai là dans 15 minutes », l'effet positif est énorme.

QU'EST-CE QUI VOUS MOTIVE À METTRE SUR PIED DES PROGRAMMES POUR LA JEUNESSE?

À Enoch, une classe de 12e année compte environ trente élèves, mais seule une poignée d'entre eux finissent leur année scolaire. C'est ce qu'on veut changer. On essaie de les mettre sur la bonne voie. Quel que soit l'enfant, le mentor saura lui indiquer le droit chemin.

Je crois qu'il en coûterait beaucoup moins à la société d'investir un peu d'argent pour aider ces jeunes tôt dans leur vie plutôt que de les laisser déraper et de tenter ensuite de les ramener sur les rails. ■

LES AGENTS DE LIAISON MÉTIS

DES RAPPORTS VITAUX AVEC LA COMMUNAUTÉ FAVORISENT SA SÉCURITÉ

par Paul Northcott

La cap. Cheryle Hayden, l'un des cinq agents de liaison métis de la GRC au pays, couvre un vaste territoire.

Elle travaille avec les Métis de l'Ontario, leur offrant des programmes et des produits qui aident leur communauté à aborder tout un éventail d'enjeux. C'est un travail important et bien accueilli.

« Les gens me demandent de revenir pour parler de ce qui les préoccupe », explique la caporale, qui est établie à Sault Ste. Marie et compte 31 ans d'expérience à la GRC. « Ce souci traduit la valeur des liens établis. »

La cap. Hayden, de concert avec les autres agents de liaison métis établis en Colombie-Britannique, en Alberta, au Manitoba et dans les Territoires du Nord-Ouest, offre des programmes à quelque 587 545 Canadiens qui se réclament de l'identité métisse.

Les agents participent notamment aux événements communautaires et aux célébrations de la culture, présentent des programmes de prévention criminelle et d'habilitation des jeunes, soutiennent la formation et la sensibilisation à la culture métisse et, enfin, agissent comme agents de liaison entre les membres de la communauté et la GRC.

JOINDRE LES QUATRE COINS DE LA PROVINCE

Ce travail verra la cap. Hayden se rendre à Bancroft pour présenter un atelier sur les relations saines ou à Kenora pour parler de fraude et d'escroquerie.

En Colombie-Britannique, la cap. Susan Boyes travaille avec les communautés autochtone et métisse depuis des années. Comme sa collègue de l'Ontario, elle sillonne la province, quoique son travail l'appelle surtout dans le Lower Mainland.

La cap. Boyes s'affaire à cerner les besoins de la communauté pour offrir des programmes pertinents. Ce travail utile débute par une tâche simple, mais parfois complexe : nouer des liens.

« En C.-B., la GRC est consciente d'un rendezvous manqué; nous devons tisser des liens avec les Métis », explique la cap. Boyes; ce pourrait être aussi informel que de discuter avec les gens autour d'un café ou de participer à un événement pour les jeunes échelonné sur plusieurs jours. Mais il y a aussi de graves problèmes à résoudre.

« La violence familiale, notamment, demeure préoccupante et nous voulons prendre les devants dans les communautés où c'est un enjeu, précise la cap. Boyes. Il s'agit d'inviter des conférenciers et des experts pour sensibiliser les gens afin d'éviter que la situation ne s'aggrave. »

En août, la cap. Hayden a vu ses efforts primés par la Métis Nation of Ontario en recevant un châle jaune traditionnel orné de bandes de couleur représentant la sagesse que les femmes apportent à la communauté.

Mais la cap. Hayden fait valoir que c'est la qualité des programmes qui change les choses.

« Ces programmes doivent être conçus pour durer (à long terme) », souligne la cap. Hayden, qui élabore aussi de la documentation didactique et visite les écoles pour offrir des programmes aux jeunes Métis. « Nous devons constamment élargir le contenu de nos programmes. »

PLEINS FEUX SUR LA SÉCURITÉ

L'insp. Kim Taplin, off. resp. des Services nationaux de police autochtones, supervise les agents de liaison métis.

« La mobilisation et la sensibilisation communautaires ont permis d'améliorer la sécurité publique dans les communautés métisses par la réduction du crime, explique-t-il. Elles ont également favorisé la compréhension et la communication entre les deux groupes. »

Les membres des communautés métis sent reconnaissent aussi les avantages de ces initiatives.

Les répondants à un sondage de 2016 sur le travail des agents de liaison ont dit soutenir l'initiative, citant plusieurs bienfaits, notamment le fait que les agents ont cerné les lacunes des services de police et permis aux Métis de s'exprimer sur leurs relations avec la GRC.

L'insp. Taplin ajoute que leur travail soutient la réconciliation avec le peuple métis au pays, une priorité du gouvernement fédéral et surtout, des employés de la GRC. Celle-ci souhaite développer une relation renouvelée avec les peuples autochtones, fondée sur la reconnaissance de leurs droits, le respect, la coopération et le partenariat.

Cette reconnaissance s'est notamment manifestée l'an dernier lorsque la GRC s'est engagée à restituer des artéfacts ayant appartenu au chef métis Louis Riel : un crucifix, un recueil de poèmes et un couteau.

Un accord a été signé en vertu duquel le Centre du patrimoine de la GRC à Regina demeurera le conservateur des articles jusqu'à ce que la nation Métis leur trouve un foyer permanent. Le transfert officiel devrait avoir lieu l'an prochain.

« L'initiative des agents a permis d'établir la confiance entre les Métis et la GRC », explique l'insp. Taplin. Les relations sont vitales. Nous reconnaissons qu'il faut du temps pour les nouer, mais elles sont prioritaires; les initiatives locales doivent être inspirées et soutenues par la communauté. » ■

Photo fournie par la cap. Cheryle Hayden

Les agents de liaison métis sont un maillon essentiel entre les membres de la communauté et la GRC. En 2017, la cap. Cheryle Hayden (2e à gauche) a vu son travail reconnu par la Métis Nation of Ontario.

SOUFFRIR EN SILENCE – JAMAIS PLUS

ATELIER D'AIDE À LA LUTTE CONTRE LA VIOLENCE CONJUGALE

Photo fournie par Stephanie Harnum

Le gend. Ryan Harnum de la GRC s'adresse aux participants d'un atelier sur la violence conjugale tenu à Moose Lake (Man.) plus tôt cette année.

par Paul Northcott

La violence conjugale, souvent alimentée par la consommation de drogues ou d'alcool, ruine des vies. On la constate partout. À Moose Lake (Man.), qui compte 1100 habitants, le gend. Ryan Harnum a décidé d'agir.

« Quand nous intervenons lors d'une querelle de ménage, on dirait que c'est nous qui mettons un pansement sur le problème », observe le gend. Harnum, affecté depuis deux ans dans une collectivité du nord-ouest du Manitoba située à 75 km au sud-est de Le Pas.

L'ancien pasteur pentecôtiste de Terre-Neuve, qui détient en outre une maîtrise en counseling, a décidé d'organiser un atelier sur la violence conjugale mettant l'accent sur les problèmes de dépendance. Selon lui, la majorité des appels pour violence conjugale que reçoit le détachement ont pour origine l'abus d'alcool ou de drogues.

« Nous voulons attaquer le problème de front et offrir à la population de l'information et des ressources pour trouver de l'aide, dit-il. Surtout, je n'avais pas l'intention d'arriver là pour me contenter de distribuer des brochures. »

Autre aspect important de l'atelier : joindre les groupes communautaires – comme Aurora House, un refuge pour femmes, et le Centre de santé tribal de la Nation crie – pour les inviter à participer et à animer des séances.

FAIRE FACE AU PROBLÈME

Le premier atelier, qui a eu lieu en avril et a duré toute la journée, a attiré 72 personnes. Après une prière et un rituel de purification par la fumée, des séances d'information ont été données séparément aux hommes et aux femmes sur le thème de la dépendance et de la violence physique, émotionnelle et sexuelle.

Les participants y ont aussi parlé des moyens de maintenir de bonnes relations avec les prestataires de services, la police et d'autres membres de la communauté.

Selon Peter Constant, qui travaille au Centre de santé tribal de la Nation crie comme spécialiste accrédité sur les questions de dépendance chez les Autochtones, les stigmates associés à la violence conjugale amènent ceux qui en subissent les effets à souffrir en silence.

« L'atelier était nécessaire pour sensibiliser les gens aux conséquences et à la fréquence des actes de violence conjugale, déclare M. Constant. Le récit d'expériences personnelles a permis aux participants de vraiment comprendre comment la violence conjugale avait marqué l'existence de ceux qui l'avaient vécue. »

Au cours d'une séance, le gend. Harnum a parlé de stratégies d'adaptation comme celle de s'éloigner des situations difficiles ou celle de désenvenimer les conflits.

« L'atelier de Moose Lake était fort bien conçu, commente Dawna Pritchard, directrice administrative de Aurora House, qui a délégué trois employés à l'événement. Il était dirigé par des membres de la communauté et mettait à contribution des ressources locales, ce qui illustrait bien le partenariat constructif qui existe entre la police et les services de soutien. »

TROUVER DES SOLUTIONS

Le gend. Harnum a évoqué le cas d'un couple qui appelait régulièrement la GRC pour mettre un terme aux disputes et violentes querelles dues à l'ivresse d'un des conjoints.

Il nous a dit que ceux-ci avaient participé à l'atelier et que, même si la consommation d'alcool n'avait pas cessé, il y avait une lueur d'espoir que leur relation conjugale s'améliore.

Dans les semaines qui ont suivi l'atelier, il a commencé à recevoir des appels du couple, qui essayait de résoudre ses problèmes.

« Ils se sont rendu compte qu'il ne rimait à rien de se disputer et de s'empoigner tout le temps. Maintenant, lorsqu'ils m'appellent, ce n'est pas pour que j'intervienne, mais pour bavarder. À mon sens, c'est une victoire », dit le gend. Harnum, qui souhaite tenir trois ou quatre ateliers par an.

M^me^ Pritchard ajoute qu'un tel atelier sert aussi à établir des liens avec la communauté.

« Chaque contact en personne favorise de bonnes relations, de sorte que quelqu'un qui a assisté à l'atelier, même s'il n'est pas une victime, sera mieux disposé à nous recommander à un ami ou à un proche », précise M^me^ Pritchard avant de faire l'éloge de l'organisateur.

« Ce qu'a fait le gend. Harnum est un grand pas vers le rétablissement de relations positives et constructives entre les membres de la communauté, les organismes de soutien et la police. » ■

COMPRENDRE L'AUTISME

COLLABORER POUR MIEUX AIDER

par Paul Northcott

On sait depuis longtemps que la police intervient régulièrement auprès de personnes atteintes de troubles du spectre autistique (TSA), mais désormais, une formation de sensibilisation aide des agents de la GRC à mieux les reconnaître et à les aider.

En 2017, la GRC dans le comté de Lunenburg (Nouvelle-Écosse) a reçu de nombreux appels concernant des personnes autistes et les agents se sont tournés vers le gend. Rod Francis. Celui-ci, qui a pris sa retraite depuis, connaît bien l'autisme puisque son fils adolescent en est atteint.

« Je sais très bien comment il faut réagir, dit celui qui, fin 2017, a aidé à organiser des séances de formation sur le sujet à l'intention de ses collègues. »

Il a vu le fruit de ses efforts quelques mois plus tard dans une école locale, où un collègue a aidé un adolescent autiste.

« Le jeune était contrarié parce que ça ne marchait pas comme il voulait, relate-t-il; le policier, lui, était calme, a laissé beaucoup d'espace à l'adolescent et l'a convaincu de s'asseoir à son bureau, ce qui a aidé à désamorcer la situation. »

Leann Parker, GRC

Interagir avec des personnes autistes peut être difficile. Certains policiers suivent une formation pour mieux les reconnaître et les aider.

ÇA COMMENCE PAR LA SENSIBILISATION

La formation est partie d'un constat : le manque de sensibilisation à l'autisme.

« Souvent, lorsqu'on reçoit un appel, on sait seulement qu'il y a un jeune incontrôlable à la maison. On ne sait pas s'il s'agit d'un ado atteint de TSA, alors on procède comme si c'était une situation à haut risque et ça n'aide pas », analyse le gend. Francis.

Une étude réalisée en 2017 par le Centre de toxicomanie et de santé mentale (CAMH) et l'Université York révèle que dans près de la moitié des cas, les policiers sont parvenus à calmer les choses, mais pour un tiers des autres c'est l'inverse qui s'est produit.

Selon Yona Lunsky, Ph.D., qui a codirigé l'étude, les policiers et autres premiers intervenants gagneraient à être mieux préparés.

« Il y a tellement de formes d'autisme », fait remarquer l'experte scientifique au CAMH.

L'autisme est un trouble permanent du développement qui influe sur la façon de communiquer, d'entrer en relation avec les autres et d'appréhender le monde.

Le trouble peut être léger ou prononcé, il peut être diagnostiqué très tôt dans la vie ou seulement à l'âge adulte et il s'accompagne parfois d'une déficience intellectuelle. Enfin, les difficultés de communication sociale du sujet peuvent être subtiles ou sévères, pouvant aller jusqu'à l'incapacité totale de communiquer verbalement.

M^me^ Lunsky note également que les personnes autistes sont plus susceptibles d'être victimes d'actes criminels. « Les policiers doivent donc en être conscients et être tout aussi attentifs à leurs besoins dans ces cas-là », dit-elle.

TENDRE LA MAIN À LA COMMUNAUTÉ

Dans le Lower Mainland (C.-B.), le s.é.-m. Stephen Blair Hurst de la GRC a contribué à sensibiliser des centaines d'agents avec l'appui du Pacific Autism Family Network.

« Nous travaillons sur des scénarios réalistes, explique-t-il. Exemple : on signale la présence d'un jeune homme, portant un chandail à capuchon et un sac à dos, qui scrute l'intérieur de voitures garées dans un stationnement. À l'arrivée des policiers, le jeune ignore les agents qui peuvent alors croire qu'il s'apprêtait à forcer des véhicules ou qu'il a quelque chose à se reprocher.

Or, il se pourrait que ce soit tout bonnement un jeune atteint de TSA qui a des problèmes sensoriels. Il peut être non verbal et communiquer sans contact visuel.

On ne s'attend pas à ce que nos membres posent un diagnostic, mais plus ils en sauront sur les TSA, mieux ce sera; la sensibilisation est capitale. »

Psychologue clinicienne, M^me^ Lunsky croit qu'il est essentiel que la police communique avec la communauté de l'autisme pour trouver des solutions.

« Il est très important d'apprendre à connaître les gens quand ils ne sont pas en crise pour mieux les comprendre ».

Et selon elle, les premiers intervenants peuvent en apprendre davantage sur les TSA.

« Chaque mauvaise expérience vécue par une personne autistique influe sur sa façon d'interagir avec la police la fois suivante, dit-elle. Mais même après une intervention, les policiers peuvent toujours se demander comment ils pourraient mieux réagir et mieux l'aider la prochaine fois. » ■

DOUX PITOUS

LES CHIENS DE THÉRAPIE RÉDUISENT L'ANXIÉTÉ DES VICTIMES

par Patricia Vasylchukk

Pour les victimes d'actes criminels, surtout les enfants, le contact avec un chien de thérapie peut diminuer le stress et l'anxiété que suscite le récit de l'expérience pénible qu'elles ont vécue.

Il a été démontré que la présence d'un chien au pied d'une victime ralentissait son pouls, réduisait sa pression artérielle et régulait sa respiration, la rendant ainsi mieux à même de réfléchir aux questions qu'on lui pose et de raconter avec précision ce qui lui est arrivé.

« C'est la GRC au complet qui en profitera : les déclarations recueillies seront de meilleure qualité, ce qui mènera à de meilleurs témoignages en cour et à de meilleures chances d'obtenir une condamnation », analyse la gend. Holly Erb, gestionnaire des Services aux victimes à Red Deer (Alb.).

PRÉSENCE APAISANTE

En mai, après deux mois d'attente, les Services aux victimes du Détachement de Red Deer ont embauché leur premier membre canin. Harley, un affectueux labrador noir, a fêté ses deux ans en posant gentiment la tête sur les genoux d'une fillette de sept ans qui racontait son histoire à la police.

« Lorsqu'un citoyen, mineur ou non, se rend au poste de police, c'est rarement parce que ça va bien, explique Susan Bontje, maîtresse de Harley et adjointe administrative à plein temps au sein des Services. Le voir couché là semble avoir un effet apaisant : il amène les gens à se dire que cet endroit n'est pas si effrayant après tout. »

La victime qui est en contact avec un chien d'accompagnement peut le toucher, le flatter ou simplement le laisser tranquille pendant qu'elle fait ce qu'elle a à faire.

Ce sont les enfants qui semblent bénéficier le plus de la présence de Harley. D'après M^me^ Bontje, il reconnaît d'instinct les personnes émotivement troublées et va se coucher à leurs pieds.

Harley et sa maîtresse ont le même horaire de travail : du lundi au vendredi, de 8 h à 16 h 30. Il peut se balader comme il veut, mais passe le plus clair de son temps à se reposer sur une natte à côté du bureau de M^me^ Bontje. Il divertit les employés et les visiteurs, mais il n'est jamais aussi apprécié que lorsqu'une victime vient faire une déposition ou préparer son témoignage en cour.

« La personne qui a été traumatisée par un acte criminel est déjà émotivement fragile, observe la const. Erb, alors si Harley, ou un autre chien de thérapie, n'est pas là pour alléger son stress, elle risque de sortir encore plus traumatisée de son expérience du système de justice pénale. Et ce genre de traumatisme, je pense, peut durer jusqu'à la fin de ses jours. »

Pour l'instant, le groupe de Red Deer ne prête les services de Harley au tribunal que sur demande des procureurs de la ville, mais il espère élargir bientôt ce type d'aide à d'autres régions.

UN SOUTIEN SANS CONDITION

Comme personne au Détachement de Nanaimo (C.-B.) ne pouvait assumer les fonctions de maître-chien à temps plein, les Services aux victimes du détachement se sont, au printemps 2017, alliés avec Ambulance Saint-Jean pour utiliser ses chiens thérapeutes bénévoles.

Désormais, tous les lundis après-midi, Hudson, un goldendoodle de six ans, passe deux heures calmement assis dans l'entrée du détachement à saluer les gens qui passent. En outre, le groupe d'aide aux victimes sollicite ponctuellement les services de chiens de thérapie pour des tâches précises.

« Les chiens ne jugent pas, leur affection est inconditionnelle, et ils apportent un réconfort que bien des gens sont incapables d'offrir, résume Cheryl Zapotichny, gestionnaire des Services aux victimes de Nanaimo. Ils ont quelque chose de magique. »

M^me^ Zapotichny se souvient d'un cas où la présence d'un chien avait calmé une victime complètement bouleversée et l'avait aidée à communiquer sa pensée au personnel de soutien.

« À son arrivée, elle était inquiète et pleurait. Mais dès qu'elle s'est mise à caresser le chien et à lui parler, son trouble s'est estompé, raconte M^me^ Zapotichny. Elle a cessé de pleurer, s'est ressaisie et a réussi à traverser ce moment difficile. »

Selon Doreen Slessor, directrice administrative de l'école de zoothérapie Dogs with Wings, un bon chien de thérapie est un chien qui, en plus d'avoir, comme Harley, un bon tempérament et la faculté de lire dans le cœur des gens, est calme, intelligent, avide de travailler, à l'aise en public et capable de dissiper la mauvaise énergie.

Si certains organismes comme Dogs with Wings cherchent à développer ces qualités chez leurs animaux, d'autres recrutent des chiens au chenil ou, à l'instar de Harley, dressent des chiens déjà formés dans le cadre d'autres programmes d'aide thérapeutique. ■

GRC

Le recours à un chien d'accompagnement lors des rencontres entre la police et des victimes a pour effet de ralentir le pouls de celles-ci, d'abaisser leur tension artérielle et de normaliser leur respiration.

LES FAITS

LES CRIMES D'ACHAT ET DE VENTE

Les sites d'achat et de vente en ligne sont le moyen le plus rapide et le plus pratique de vendre, d'acheter ou d'échanger des articles, d'annoncer des services ou des événements, et même de trouver des emplois. **Mais prenez garde.** Certaines personnes malhonnêtes chercheront à exploiter les clients bien intentionnés.

Les crimes d'achat et de vente les plus utilisés

> la vente d'articles contrefaits ou volés
> l'obtention par hameçonnage de renseignements personnels et bancaires dans le but de commettre des actes frauduleux
> le vol, l'agression et le meurtre lors d'échanges

Les fausses offres d'emploi les plus répandues

> les clients mystères
> les emplois administratifs ou dans les RH
> les mandataires ou les agents financiers

EN 2017

Le Centre antifraude du Canada a reçu

8 134 plaintes

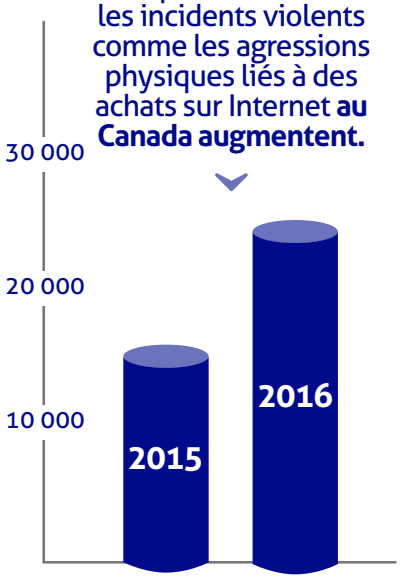
de demandes frauduleuses par Internet

492 victimes liées à de fausses offres d'emploi = + de **3 millions de dollars** de pertes

6 000 victimes liées aux sites d'achat et de vente = + de **15 millions de dollars** de pertes

115 victimes qui ont acheté des articles contrefaits = **356 454 $** de pertes

Bien qu'ils soient rares, les incidents violents comme les agressions physiques liés à des achats sur Internet **au Canada augmentent.**



15 184 en 2015 — **23 996** en 2016

AU CANADA

les véhicules | les vélos | les bateaux | les armes à feu

DÉCLARÉS VOLÉS

Sont entrés dans la base de données du Centre d'information de la police canadienne, et le public peut effectuer une recherche à partir du numéro d'identification du bien.

La **GRC en Colombie-Britannique** vient de recommander aux acheteurs et aux vendeurs d'articles annoncés en ligne de se rencontrer devant le poste de police local. **La surveillance vidéo et la présence policière à ces endroits décourageront les personnes malhonnêtes et mal intentionnées.**

Rédigé par Patricia Vasylchuk

RIDEAU HALL

PROTÉGER LES DIGNITAIRES CANADIENS

Martine Chénier, GRC

Le serg. Louis Brousseau et le réserviste Michel Sorel attendent la gouverneure générale à Rideau Hall.

par Patricia Vasylchuk

Entouré de 79 acres de jardins arborés, le Détachement de la GRC à Rideau Hall à Ottawa (Ont.) est le QG des gardes du corps du Peloton de protection du gouverneur général (PPGG) et de la Section de la protection des personnes de marque (PPPDM).

Le PPGG assure la protection du gouverneur général et de sa famille et la SPPDM, celle des dignitaires canadiens et étrangers : juges en chef, ambassadeurs, chefs d'État étrangers en visite, etc. Il veille également à la sécurité des lieux lors d'événements auxquels assistent le gouverneur général et le premier ministre.

Le bâtiment où travaillent les deux équipes est situé derrière le Bureau du secrétaire du gouverneur général. Le rez-de-chaussée, qui abritait autrefois chevaux et landaus, fait maintenant office de garage pour le parc de VUS noirs. La façade de l'édifice a été préservée, mais les petits locaux vétustes ont été réaménagés et agrandis au printemps pour pallier le manque criant d'espace.

PLUS DE PLACE

« Nous étions à l'étroit avec des boîtes partout, relate l'insp. Jean-Pierre Huard, officier responsable du PPGG et de la SPPDM. Maintenant, on est fiers de nos locaux. On se sent chez nous. »

Rideau Hall abrite aussi les bureaux du gouverneur général, la Commission de la capitale nationale qui gère la propriété et, à présent, le premier ministre, sa famille et son peloton de protection.

Maintenant que le premier ministre Trudeau y habite, les agents ont renforcé la sécurité, avec plus de caméras, de commissionnaires et d'agents en uniforme et en civil.

La collaboration de tous ceux qui travaillent à Rideau Hall cimente l'esprit d'équipe. Une à deux fois par mois, les partenaires se rencontrent pour discuter des événements à venir et de questions de santé et sécurité.

« Nous partageons nos ressources, notre expertise et notre information, détaille le serg. Louis Brousseau, responsable des opérations du PPGG. Le travail d'équipe est indispensable. »

Les imprévus font partie du quotidien; agents et réservistes doivent donc rapidement s'adapter et modifier leurs plans personnels pour effectuer des heures supplémentaires et des déplacements au pied levé.

« Ça contrarie parfois ma femme, mais ça fait partie du travail, on s'y habitue », reconnaît le serg. Brousseau qui, en 20 ans, a assuré la protection de trois gouverneurs généraux canadiens.

Quant aux membres de la SPPDM, le programme de leur journée est souvent dicté par l'actualité internationale.

« Lorsqu'un attentat survient en France, il y a de bonnes chances qu'on renforce la protection de l'ambassadeur de France ici », explique le s.é.-m. Richard Martel, responsable de la SPPDM depuis près de deux ans.

Outre la nature dynamique de la protection rapprochée, les membres de la SPPDM doivent s'adapter aux exigences des dignitaires étrangers qui ont certaines préférences en matière de sécurité, concernant par exemple le type de véhicules.

Pour que tout fonctionne bien, le s.é.-m. Martel et son équipe collaborent étroitement avec Affaires mondiales Canada (AMC), qui accueille les visiteurs et gère avec les gouvernements étrangers et la GRC les besoins des dignitaires.

« Le protocole, ce n'est pas mon rayon, confie le s.é.-m. Martel. Nos collègues d'AMC nous breffent chaque fois que nous avons une visite et nous facilitent la tâche. »

CHANGER ET S'ADAPTER

La nature changeante du travail, c'est ce que le s.é-m. Martel aime le plus.

« On devient accro à ce travail – le meilleur au monde! », s'exclame-t-il en se remémorant une anecdote : alors qu'il conduisait le premier ministre portugais Antonio Costa à un événement public, une situation potentiellement risquée a poussé le s.é.-m. Martel à se tourner vers lui pour lui suggérer de modifier son programme.

« Ce n'est pas tous les jours qu'on s'adresse à un chef d'État comme s'il s'agissait d'un collègue de travail », dit-il.

M. Costa a accepté sans hésiter et, avant de retourner au Portugal, lui a serré la main et l'a remercié.

« Il a été très aimable, se souvient le s.é.-m. Martel. Ça m'a beaucoup impressionné. »

Pour le serg. Brousseau, c'est un voyage en Israël avec l'ancien gouverneur général David Johnston qui a marqué sa carrière.

« Nous sommes allés dans les territoires occupés, dit-il. C'était très intéressant de se retrouver des deux côtés de la clôture et de découvrir l'histoire de ces lieux. » ■

SUR LE QUI-VIVE

LES AGENTS DE SÛRETÉ À BORD FORMÉS POUR PARER À TOUTE MENACE

par Paul Northcott

Depuis près de 20 ans, les agents de sûreté à bord (ASB) canadiens dûment formés ont assuré le déplacement de vols commerciaux canadiens et étrangers à risque, généralement sans incident.

Mais avant de monter à bord, l'agent doit avoir répondu à des conditions d'admission strictes, qui comprennent des tests physiques et psychologiques, et un examen exhaustif de son dossier.

Une fois accepté, l'agent suit une formation d'un mois en divers volets : analyse comportementale, combat rapproché, armes à feu, négociation en cas de prise d'otages et enlèvement des explosifs. Après, lorsqu'il monte à bord comme agent accrédité – qu'il s'agisse d'un vol de 3 ou de 13 heures – il est à l'affût de tout.

« Nous ne tenons rien pour acquis », explique l'insp. Tim Evans, qui a été ASB sur des centaines de vols au début des années 2000. « Nous sommes toujours sur le qui-vive. »

Établis dans la foulée des attentats terroristes du 11 septembre 2001, les ASB relèvent du Programme de protection des transporteurs aériens canadiens (PPTAC), qui voit à la protection des voyageurs en assurant la présence de policiers armés à bord de certains avions d'immatriculation canadienne qui effectuent des vols de passagers intérieurs et internationaux.

Exceptionnellement, des responsables du PPTAC ont invité des membres des médias à visiter leurs installations à Ottawa, dotées d'un aéronef hors service, où les agents participent à un éventail de simulations de prise d'otages et d'attentats terroristes.

CONTRER LA MENACE

« L'ASB est entraîné à contrer la menace; il réagit jusqu'à ce que celle-ci soit neutralisée, explique un instructeur, qui préfère garder l'anonymat. Nous ne tirons pas pour ralentir l'assaillant, nous devons l'abattre. Tout en conservant toutes nos facultés. »

Au centre d'entraînement, les membres se livrent au combat corps à corps et s'exercent à désarmer l'assaillant brandissant un couteau ou un pistolet. Mais un autre aspect moins évident est primordial.

« Nous exécutons de nombreux scénarios de combat, mais il s'agit surtout de s'endurcir sur le plan mental, explique un entraîneur. L'agent doit être prêt à parer à toute éventualité. »

Le nombre d'ASB au service est maintenu secret. Cela dit, les risques qui motivent leur entraînement sont bien connus et en évolution constante.

"Le risque principal : les engins explosifs artisanaux (EEA) transportés sur soi ou dans des bagages, précise la surint. Janis Gray, directrice du programme. Un risque nouveau, inexistant à l'amorce du programme, sont les voyageurs à haut risque rentrant de l'étranger -- les combattants étrangers."

NOUVEAUX RISQUES

La multiplication des vols et des passagers alourdit la tâche des ASB.

Selon la surint. Gray, l'aviation commerciale est en expansion au pays; de plus en plus de Canadiens se rendent à des destinations à haut risque. Elle dit souhaiter élargir les effectifs, non seulement quantitativement, mais aussi en termes de diversité.

« Pour nous fondre parmi les passagers et rester discrets, nous devons recruter des agents de diverses origines. C'est une question de sécurité », explique la surint. Gray; à cet égard, on montre aux agents à échafauder une couverture.

Les ASB - qui doivent obtenir la recertification aux six mois - s'engagent pour un mandat d'au moins trois ans.

« Trois ans suffisent pour certains, précise la surint. Gray. C'est un mandat très exigeant sur le plan de la vie familiale et sociale. Cela dit, certains restent plus longtemps. »

L'insp. Evans a quitté le programme après cinq ans, mais il dit avoir profité du travail nécessaire pour devenir et demeurer ASB.

« J'ai obtenu une formation tactique très profitable, explique-t-il. J'ai développé mon acuité mentale, ce qui me sera utile pour le reste de notre carrière. Admis au programme au grade de gendarme, j'ai été promu caporal. Cette affectation m'a ouvert des portes. »

C'est un sentiment partagé par un ASB actuel.

« Pour certains, ce n'est pas un travail attrayant. Mais entre deux vols, nous nous entraînons avec des instructeurs chevronnés, et nous avons l'accasion de représenter les intérêts de l'organisation et du pays », explique cet agent.

« On nous paie non seulement pour ce que nous faisons, mais surtout pour ce que nous sommes habilités à faire. » ■

Serge Gouin, GRC

Les agents de sûreté à bord de la GRC sont entraînés à protéger équipage et passagers sur des vols à haut risque. Leur formation comporte des mises en situation comme la neutralisation d'un terroriste ayant pris un otage en vol.

TIRER LE PORTRAIT D'UN SUSPECT

DES DESSINS UTILES POUR ATTRAPER LES CRIMINELS

Le gend. Alexandre L'Heureux est l'un des deux artistes judiciaires à temps plein de la GRC. Ayant dû renoncer à ses ambitions olympiques à cause d'une blessure subie en 2007, cet ancien champion d'athlétisme avait perdu foi en l'avenir. Mais une conversation avec son père, un ancien policier de la région de Montréal, l'a remis sur les rails. Paul Northcott s'est entretenu avec lui au sujet de sa profession, la plus belle qui soit à la Gendarmerie.

COMMENT ÊTES-VOUS DEVENU ARTISTE JUDICIAIRE?

Par pur hasard. Je ne savais même pas que ce métier existait quand je suis entré à la GRC. En sortant du collège, j'ai travaillé comme designer pour un bureau d'architectes, et j'ai toujours pratiqué les arts plastiques à temps perdu. Dessiner des gens et des visages, je sais ce que c'est. Je devais avoir moins de deux années de service quand j'ai rencontré Michel Fournier (artiste judiciaire à la retraite). Il m'a demandé si je pouvais dessiner, et j'ai dit oui. J'ai donc été artiste substitut durant quelques années. En 2012, j'ai commencé à travailler sous son mentorat.

COMMENT ÊTES-VOUS DEVENU ARTISTE À TEMPS PLEIN? AVEZ-VOUS DÛ PRÉSENTER DES DESSINS?

Ça s'est passé comme ça, et j'ai fait trois dessins. Il faut pouvoir dessiner des visages sans aucun modèle, uniquement à partir d'une description. Il faut aussi avoir des qualités d'intervieweur et, dans la région de l'Atlantique, être bilingue. Neuf dixièmes de notre travail consiste à interroger les gens pour obtenir des détails pertinents. Impossible d'arriver à un bon résultat si on n'établit pas un bon contact avec la personne devant nous. J'ai de la facilité à parler aux gens, à gagner leur confiance.

COMMENT OBTENEZ-VOUS L'INFORMATION DONT VOUS AVEZ BESOIN POUR FAIRE UN PORTRAIT?

Lorsqu'une personne doit être identifiée et qu'il existe un témoin oculaire, l'enquêteur principal m'appelle pour qu'on organise une rencontre avec le témoin. Il est important que le témoin soit coopératif et disposé à collaborer avec moi. Après quelques exercices mentaux pour stimuler sa mémoire, je lui demande de décrire ce qu'il a vu avec le plus de détails possible. Je lui demande de décrire la personne, et je lui fais consulter un catalogue illustrant des traits physionomiques. Avec un peu de chance, le témoin désigne certains traits qu'il croit reconnaître.

Pendant que le témoin passe en revue les images du catalogue, je me mets à dessiner. En voyant le portrait, le témoin le compare mentalement à son souvenir de la personne à identifier. À partir de là, je me fie aux indications du témoin pour modifier le dessin jusqu'à ce qu'il soit convaincu de ne pouvoir rien faire pour l'améliorer. On obtient ainsi une représentation approximative de la personne d'intérêt. Dans certains cas, le résultat est très précis.

POURQUOI LA GRC A-T-ELLE BESOIN D'ARTISTES JUDICIAIRES?

Nous entrons en scène lorsqu'on enquête sur un crime grave pour lequel il n'y a ni suspect ni personne d'intérêt. C'est assez fréquent au pays : on est confronté à un crime, mais on n'a pas de nom, pas de suspect. Nous sommes le dernier recours pour les enquêtes enlisées. Quand on nous appelle, c'est qu'ils (les enquêteurs) ont déjà fait tout ce qu'ils pouvaient

Photo fournie par le gend. Alexandre L'Heureux, GRC

Le travail du gend. Alexandre L'Heureux, artiste judiciaire à la GRC, ne se résume pas à dessiner des portraits ; il porte aussi sur la reconstitution faciale, qui nécessite le moulage d'un crâne réel en vue de l'identification de restes humains.

sans réussir à identifier de suspect. Laisser ces affaires irrésolues cause de la frustration. Et ce n'est pas rendre service à la population que de ne pas faire tout ce qui est en notre pouvoir pour faire avancer les enquêtes.

VOUS SOUVENEZ-VOUS D'UNE AFFAIRE PARTICULIÈREMENT MÉMORABLE?

Il y a deux ou trois ans, j'ai reçu un appel de la police d'Edmundston. (Nous prêtons en effet notre expertise aux services de police municipaux.) Il était question d'une dame qui avait été agressée et dont l'histoire défrayait les manchettes. Toutes les plaintes n'étant pas faites de bonne foi, notre travail est de déterminer qui dit vrai. J'ai donc parlé à la dame, et j'ai conclu qu'elle disait la vérité. J'ai alors esquissé un portrait du suspect, qui a été arrêté deux semaines plus tard et qui a tout avoué. Nous avons non seulement pris cette plainte au sérieux, au lieu de la supposer sans fondement, mais nous avons de plus pris la peine de faire un portrait-robot. Le prévenu a été déclaré coupable de voies de fait. Ce genre de dénouement est très gratifiant.

VOUS NE FAITES PAS QUE DES DESSINS. EN QUOI CONSISTE LA RECONSTITUTION FACIALE?

Lorsqu'une personne ne peut pas être identifiée au moyen de son ADN ou de sa dentition, on m'envoie ses restes. L'anthropologue et moi cherchons alors à en apprendre le plus possible sur le défunt : sexe, âge, tout élément pouvant aider à la reconstitution. Je fais ensuite un moule du crâne. Lorsque le crâne n'est pas propre, je le mets à bouillir dans une solution chimique, puis je le débarrasse de tous les tissus restants. Une fois que j'ai ma copie du crâne, j'y applique des marqueurs tissulaires, qui indiquent à quelle hauteur se situe tout ce qui se trouve entre le crâne et la surface de la peau (muscles, tendons, vaisseaux sanguins, etc.). J'y pose ensuite des yeux de verre, puis je sculpte dans l'argile un visage que j'essaie de faire ressembler le plus possible à celui qu'avait cette personne. Je n'ai fait que deux reconstitutions faciales dans toute ma carrière.

CE GENRE DE TRAVAIL N'EST-IL PAS REPOUSSANT?

Quand je suis entré à la GRC, j'avais horreur du sang. À la Division Dépôt (École de la GRC), mes coéquipiers me prévenaient pour que je détourne les yeux. Un jour, on m'a emmené voir une autopsie. Ça a été le coup de fouet dont j'avais besoin : le contact avec des restes humains ne me cause plus aucun problème. Je côtoie régulièrement la mort depuis, et ça ne me trouble pas. Je manipule des crânes humains, je touche de la chair morte et je fais des choses qui répugnent à la plupart des gens. Jamais je n'avais imaginé faire ça un jour, mais le fait est qu'au Canada, une grande quantité de restes humains attendent toujours d'être identifiés. La reconstitution faciale est un outil précieux qui nous aide à faire ce genre d'identification et à apporter un début de consolation aux familles des disparus.

Photo fournie par le gend. Alexandre L'Heureux, GRC

Le gend. Alexandre l'Heureux, l'un des deux artistes judiciaires de la GRC, contribue à résoudre des affaires en dessinant des portraits à partir de descriptions de témoins.

PARLEZ-MOI D'UNE DES DIFFICULTÉS DE VOTRE TRAVAIL.

Comme les images captées par vidéosurveillance sont très souvent de mauvaise qualité et de basse résolution, il n'est pas facile de reconnaître les gens qui y figurent. J'ai mis au point une nouvelle technique d'identification à partir d'images vidéo. À l'origine, il y avait cette affaire de vols de semi-remorques. Sur la seule image du suspect que nous avions, de qualité médiocre, la marque d'horodatage lui cachait le front. J'ai masqué cette marque à l'aide de peinture de couleur peau, puis j'ai reproduit sur une feuille 8½ x 11 la partie visible du visage du suspect. À partir de ce dessin, où j'ai délimité le cuir chevelu, esquissé le nez et les yeux, j'ai fait une sculpture en respectant le même angle que celui de l'image photo. Le portrait-robot que j'en ai fait a permis aux enquêteurs d'arrêter le voleur.

VOTRE MÉTIER RISQUE-T-IL DE DEVENIR CADUC?

Non. D'abord, il n'est pas possible de mettre des caméras partout, même en milieu urbain. Dans la région de l'Atlantique, le gros du travail se fait en milieu rural. Bon nombre de crimes sont commis dans des résidences, et ce n'est pas tout le monde qui est équipé de caméras de sécurité. Et même si c'était le cas, rien ne garantit que les images captées seraient d'assez bonne qualité pour nous permettre d'identifier le coupable.

VOS DESSINS MÈNENT-ILS SOUVENT À UNE ARRESTATION?

Ce qui compte, c'est moins d'avoir un portrait fiable que de savoir s'en servir. En diffusant un portrait dans les médias, on peut récolter une centaine d'appels. Parmi eux, il y en a peut-être un, par chance, qui nous orientera dans la bonne direction. En général, notre taux de réussite est d'environ 50 p. 100. Comme avec les empreintes digitales, on peut avoir du succès dix fois de suite, puis rester le bec dans l'eau les dix fois suivantes. En fin de compte, il s'agit de savoir travailler en équipe et de tout faire pour aider ceux que nous avons pour mission de protéger. ■

DES PISTES AUX PETITES GÂTERIES

LA VIE D'UN CHIEN DE POLICE DE LA GRC À SA RETRAITE

Photo fournie par le cap. Ryan Drohomereski

Astro, chien de police à la retraite, prend une pause après avoir joué avec sa famille

par Patricia Vasylchuk

Quand un chien de travail de la GRC prend sa retraite, souvent vers l'âge de huit ans, c'est pour se couler la vie douce entre jouets, gâteries et câlins, chez son maître. Si un chien ne peut rester avec son maître, il est confié à un ami ou à un collègue de confiance.

L'un de ces chiens a pris sa retraite au printemps, à l'âge de neuf ans, après une carrière de six ans comme pisteur en Colombie-Britannique.

« Boomer sera désormais mon compagnon de pêche et de randonnée à pied ou en vélo de montagne », confie le gend. Clay Wurzinger, des Services cynophiles de Nanaimo. Il ajoute qu'ils avaient entre eux un lien étroit, mais strictement professionnel.

« Boomer était un chien de travail avant tout. Sa vie entière se concentrait sur son harnais de pistage et ses récompenses après une recherche, explique le gend. Wurzinger. Il ne demandait jamais mon attention. J'étais simplement son chauffeur et une source de divertissement. »

Depuis que Boomer est à la retraite, sa personnalité a changé, indique le gend. Wurzinger, qui l'a fait rentrer pour l'intégrer à sa famille quelques mois avant leur dernière mission. Maintenant, le berger allemand est plus affectueux et plus calme quand il entend des véhicules ou la sonnerie du téléphone, des bruits qui le mettaient autrefois en alerte.

Les chiens de police de la GRC commencent habituellement leur carrière vers 18 ou 20 mois et travaillent de 5 à 7 ans, selon leur aptitude, à moins d'être blessés ou malades. Leur espérance de vie est généralement de 10 à 12 ans.

PRÊT POUR LA RETRAITE

Le gend. Wurzinger a décidé de mettre Boomer à la retraite l'été dernier, quand il a constaté que son chien avait moins d'énergie par temps chaud, et restait plus longtemps courbatu après une mission difficile.

« Il avait encore l'air fort et en santé, mais je ne voulais pas l'user jusqu'à la corde, explique le gend. Wurzinger. Le moment était venu. Il ne devait plus rien à personne et avait bien mérité une retraite heureuse et en santé. »

La décision de mettre un chien à la retraite est prise par son maître et leur formateur, qui évalue le rendement du chien chaque année de sa carrière. Le moment est venu quand le chien commence à afficher des signes de fatigue, à avoir moins d'énergie et à se reposer et à dormir davantage, précise le s.é.-m. Grant Hignell, gestionnaire des politiques au Centre de dressage des chiens de police de la GRC à Innisfail (Alberta).

Mais parfois, la carrière d'un chien est avortée à cause d'une blessure, le plus souvent aux articulations.

Le s.é.-m. Hignell, qui a eu sept partenaires canins au fil des ans, se rappelle avoir mis à la retraite le dernier à l'âge de sept ans : le nerf sciatique de Chevy s'était détérioré après près de six années de service dans la détection de stupéfiants.

« Un jour que je lui ai lancé sa balle, il s'est mis à courir sur trois pattes », relate le s.é.-m. Hignell, qui passe maintenant du temps à lancer à Chevy sa balle favorite, sa récompense préférée après une tâche durant sa carrière.

« Il a très vite appris à déposer sa balle devant la tondeuse quand je tonds le gazon, pour me forcer à m'arrêter et à la lui lancer », rit le s.é.-m. Hignell.

UN LIEN ÉTROIT

Deux ans après avoir dû faire euthanasier son premier chien de travail, Astro, en mai 2016, le cap. Ryan Drohomereski est encore ému par le lien qui les unissait.

« Il a sa place sur notre manteau de cheminée. Ses cendres attendent les miennes », confie le cap. Drohomereski, qui travaille aux Services cynophiles de Prince Albert (Saskatchewan).

Le cap. Drohomereski a mis Astro à la retraite à l'âge de sept ans, après six ans de carrière dans la détection d'explosifs. Onze mois après son dernier quart de travail, le chien a été atteint d'un cancer de la peau douloureux à progression rapide. Il a été euthanasié moins de deux semaines après le diagnostic.

« Nous lui souhaitions une longue retraite, mais il a été emporté très rapidement, se désole le cap. Drohomereski. Il n'avait plus aucune qualité de vie. »

Astro s'était bien adapté à sa retraite, aussi brève fût-elle; et accompagnait la famille en camping et en voyage. Cela lui a pris près de deux mois pour ne plus s'exciter, anxieux de travailler, dès que le téléphone sonnait. Mais cette impatience de travailler s'est estompée au fil des saisons.

« Sa routine, comme celle d'une personne âgée, consistait à se lever le matin, à aller aux toilettes, puis à passer la journée sur le sofa », rit le cap. Drohomereski.

Le maître-chien a maintenant un nouveau partenaire, Corbin, un berger allemand de six ans avec lequel il travaille depuis trois ans.

Bien qu'ils soient proches, leur lien ne se compare pas à celui qui unissait Astro et son maître.

« Il me manque chaque jour », conclut le cap. Drohomereski. ■